

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

L.R. décembre 84 - Com. des Cellules Communistes Combattantes
contre deux pylônes-antennes de l'armée / GFPI: La lutte armée comme stratégie et tactique(VI) / Décl.de Knut Folkerts(RAF) sur l'armée contre Buback / Décl.d'une action dans la taule de Münster/RFA / Com.des Cellules Communistes Combattantes contre les pipe-lines de l'OTAN / Com. des R.Z. contre un Pipe-line de l'OTAN / Nouvelles du Front!



11

Communiqué des Cellules Communistes Combattante contre un centre de télécommunication péri- phérique à la base mili- taire de Bierset.

Ce matin du 26 novembre 1984, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué à l'explosif un centre de télécommunications périphérique à la base aérienne militaire de Bierset. Nous avons ainsi détruit deux pylones-antennes et leurs installations au sol.

C'est dans cette base que sont installées les escadrilles de chasseurs bombardiers Mirage 5 qui, issues de la Force Aérienne Tactique de ce pays, sont mises sous le commandement direct de l'OTAN à travers la Deuxième Force Aérienne Tactique Alliée (2ATAF). Nous saluons, à cette occasion, les camarades de la Fraction Armée Rouge (RAF) dont, le Commando Sigurd Debus a attaqué en août 81 le Quartier Général de cette force à Ramstein (RFA).

L'attaque et le sabotage de l'appareil militaire impérialiste ont évidemment une place privilégiée dans la politique révolutionnaire, et des actions, même relativement peu importantes ou peu spectaculaires, peuvent déjà réellement gripper la machine ennemie. De plus, quand elles deviennent une véritable pratique «spontanée» de masse, elles encerclent l'ennemi, l'isolent et peuvent même le paralyser crucialement. En tant que pratique «spontanée» de masse, elles ont un rapport dialectique avec la pratique et la direction politique de l'avant-garde communiste organisée ; cela est possible et réalisable - et s'impose - aujourd'hui.

Faux paradoxe, la place de la Belgique est limitée et centrale dans le dispositif militaire impérialiste et ainsi les révolutionnaires sont devant le fait que l'attaque de ce centre, de cet appareil militaire, devient elle-même centrale quand se pose concrètement le cadre de la révolution communiste internationale. L'appareil politico-militaire de l'OTAN est à la fois fonction de domination sociale permanente et ultime rempart du mode de production capitaliste. L'OTAN est l'expression la plus évidente du stade suprême du capitalisme : l'impérialisme. Comme le disaient si justement les camarades à Stammheim : «*Les guerres d'agression à l'extérieur et la contre-révolution préventive à l'intérieur (des métropoles)*».

C'est l'OTAN - dont l'ABL et l'Etat Belgique - garantit l'ordre impérialiste sur tous les continents, des Malouines à Berlin, de la Palestine à Prétoria, de la Turquie au Zaïre, de la Grenade au Maroc ... Base politico-militaire de commandement et d'exportation de la domination impérialiste, telle est la fonction impartie à la Belgique par ses maîtres yankee.

Mais ce constat du fait que l'OTAN a établi un de ses principaux centres de commandement sur le territoire de ce pays est vain si l'on en tire pas une réflexion sur ce que doit être la politique révolutionnaire dans de telles conditions. Nous pensons évidemment qu'il n'y a pas un point du globe où il faudrait épargner l'attaque contre les exploiters du peuple, certes non ! Mais nous pensons qu'une grande responsabilité historique incombe aujourd'hui aux communistes révolutionnaires dans les métropoles, dans les centres impérialistes, car frapper la bête au cœur est d'une importance capitale, considérable, déterminante à la réalisation concrète d'un authentique internationalisme prolétarien. Stratégiquement, nous devons nous battre pour l'effondrement de «notre» bourgeoisie tant dans la confrontation inter-impérialiste, dans ses guerres et sa domination des peuples de la périphérie et du tiers-monde, que dans la lutte des classes ici. La domination impérialiste ne sera renversée que dans l'unité dialectique des luttes révolutionnaires, et cela au niveau mondial. S'il est vrai que les capitalistes ne peuvent se passer du cuivre du Shaba et du Chili, et qu'ils massacrèrent deux peuples entiers à ce profit, il est vrai aussi que cela n'est possible que grâce à la pacification de pays - tel la Belgique - où ils peuvent concevoir et organiser leurs crimes en toute quiétude ! Et c'est ainsi qu'il faut comprendre l'hystérie policière et répressive contre nous et les Organisations Communistes Combattantes dans les centres : l'OTAN ne peut se permettre de voir ses communications, ses cadres et ses officiers, ses instituts de recherche et ses structures militaires menacés dans l'espace même qui lui sert de quartier général.

Nous l'avons dit dans notre communiqué de l'attaque contre Honeywell, ce n'est pas pour

rien, n'y contre rien, que l'OTAN a installé son Quartier Général pour l'Europe ici. Cela veut dire le choix d'un pays où la conscience anti-impérialiste est faible et politiquement réformiste, moralement bourgeoise, et dans un deuxième temps un pays où tous les partis de pouvoir sont ouvertement atlantiste et ont - dans une parfaite continuité - organisé un formidable appareil de répression sous la direction de la défense nationale : la gendarmerie. Voilà pourquoi ce que tout le monde doit comprendre maintenant et dont tous les camarades doivent tenir compte dans leurs pratiques militantes : **SANS PAIX SOCIALE, SANS CONSENSUS LARGE INTER-CLASSISTE, SANS PACIFICATION DES CENTRES, LA BOURGEOISIE NE PEUT TRIOMPHER DANS SES GUERRES IMPÉRIALISTES.**

Une vaste et importante bataille politique se déroule maintenant et partout, où s'affrontent la tendance à la guerre et la tendance à la révolution. Du point de vue des stratèges impérialistes, il s'agit évidemment d'embrigader les peuples d'Europe occidentale dans les projets bellicistes de l'OTAN. Une production de guerre massive et de qualité, une armée disciplinée et combattive, une population acceptant toutes les privations dans le cadre de l'effort de guerre, la militarisation des services publics, la pacification sociale et politique garantissant la sécurité des centres et des installations de commandement, voilà ce dont a besoin l'OTAN pour ses projets criminels ! Et voilà précisément aussi à quoi doivent s'attaquer les militants et les révolutionnaires opposés sincèrement aux projets de guerre impérialiste : sabotage de la production militaire, destruction et attaques multiples contre les firmes travaillant dans le cadre de l'industrie de guerre, sabotage, désertion et mutinerie dans les rangs de l'armée bourgeoise, travail politique et organisationnel, travail politique et militaire pour la destruction du pouvoir bourgeois et la révolution internationaliste. Ce sont là les pratiques de la tendance à la révolution, bases incontournables de la guerre civile afin de briser définitivement la logique préhistorique du capitalisme.

La crise économique du capitalisme et les projets de guerre qui en découlent sont des facteurs qui réveillent brutalement les endormis ! A une situation de pacification gavée dans la société de consommation et d'épargne-crédit, au nationalisme putride et à son corollaire le racisme, à l'indifférence complice et à la trahison de toutes les organisations politiques ou syndicales, situation qui lui suffisait pour mener ses crimes dans la périphérie et le Tiers-Monde, l'impérialisme en crise doit substituer la guerre ici. Mais quelle mémoire avons-nous ? Où est notre mémoire de classe ? Où est la mémoire de notre propre histoire ? De ceux qui ont connu la boucherie de 36/45 ? De ceux qui ont connu la misère de la «reconstruction» ? De ceux qui ont connu toutes les grèves, toutes les trahisons, toutes les défaites devant une bourgeoisie de plus en plus arrogante ? Est-ce les quelques miettes du gâteau volé à l'Afrique, à l'Amérique latine, au Moyen-Orient et à notre propre travail qui peuvent masquer l'avenir auquel inexorablement l'impérialisme nous conduit : la misère et des guerres incessantes ?

Et ainsi s'impose avant tout cette grande bataille politique qu'il faut mener et gagner dans nos propres rangs. Cette bataille il faut la mener sur tous les terrains car c'est partout aujourd'hui que se manifeste la pression des thèses bellicistes bourgeoises et leurs complices les thèses collaborationnistes de la petite-bourgeoisie. La mise au pas des appareils médiatiques dans le cadre de l'anti-«soviétisme» frise la caricature, la moindre aigreur d'estomac d'un «dissident» lithuanien fait les unes et doit nous conforter dans l'idée qu'il vaut mieux mourir sous la torture en Turquie qu'être am-

nistié en Pologne. Rassembleur des complices, Wojtila a bien mérité son titre de «pape de l'OTAN» ... même s'il n'ose pas encore bénir les Pershing, en Amérique Latine il vaut une division de Marines et crée moins de remous dans les bonnes consciences. Et la liste serait trop longue à énumérer ici ... mais ce qui est clair, c'est le résultat : l'inexorabilité, à brève échéance, d'un conflit inter-impérialiste est comprise par l'ensemble des populations. A l'espoir des dupes qui pensaient en 1945 qu'il était possible de se débarrasser de la guerre sans se débarrasser du capitalisme, à l'aveuglement et à la surdité de ceux qui n'ont pas vu - ou n'ont pas voulu voir - que la guerre n'a pas cessé un seul instant depuis lors pour les peuples opprimés, s'impose la réalité : la révolution ou la guerre !

Les thèses bellicistes de l'OTAN qui doivent entraîner - et justifier - les peuples des métropoles dans la guerre ne sont que la radicalisation des thèses permanentes justifiant l'exploitation des travailleurs. La défense du «monde libre», de la démocratie bourgeoise, le parlementarisme, la morale d'esclave du judéo-christianisme, etc ... deviennent des raisons pour mourir sur les champs de bataille en alternative radicale à la mort quotidienne du travail aliénant.

Faire face à ces thèses, piliers idéologiques de l'histoire de la domination bourgeoise, leurs opposer une alternative révolutionnaire, constructive, d'avenir, n'est pas une chose aisée car, globalement ou partiellement, elles infestent gravement le mouvement anti-guerre.

Un point très important que nous voulons préciser : nous ne voulons pas tomber dans les lieux communs dont l'analyse sereine aurait à souffrir. Nous combattons dans le cadre de la politique prolétarienne, ce qui nous oblige d'oser - et d'avoir le devoir de - critiquer un mouvement aussi large que le mouvement anti-guerre quand il suit les chemins tracés par des institutions réformistes et de trahisons. Mais nous ne critiquons pas la sincérité des militants qui s'y engagent, nous ne critiquons pas gratuitement les centaines de milliers de manifestants - parmi lesquels nos militants se retrouvent - qui se sont réunis ces dernières années dans toute l'Europe, ce que nous dénonçons et critiquons fermement, ce sont les directions petites-bourgeoises, que ce soit les CNAPD, les VAKA et divers partis qui les soutiennent, qui engagent ce formidable mouvement populaire dans l'épuisement à courts termes, l'échec, l'impasse, la défaite ... Ainsi, sous les couronnes mortuaires du «pluralisme», de la «neutralité», de l'«apolitisme» et sur les rails du parlementarisme bourgeois, les cliques d'escrocs made in Galland et cie sont les apôtres de politiques capitulardes qu'il faut contrer vigoureusement.

1. Le respect de l'ordre impérialiste à travers le légalisme et la non-violence érigée en absolu mystique alors qu'elle n'est que la désertion face à un ennemi dont la domination repose sur la brutalité quotidienne, la police, la gendarmerie et l'armée. Le légalisme, l'option parlementariste, la non-violence sont contre-révolutionnaires car ils enferment le mouvement anti-guerre et anti-missiles dans un cirque contrôlé par le pouvoir bourgeois. Alors que l'installation des Cruise fut programmée par des instances qui n'ont pas demandé son avis au larbin Vreven, les directions pacifistes continuent d'illusionner le mouvement à ce sujet.

L'option parlementariste, c'est-à-dire s'en remettre au pouvoir bourgeois après lui avoir fait remarquer que de la guerre et des missiles nous n'en voulons pas, est aussi grotesque que de demander aux voleurs de voter des lois les condamnant ! De toutes façons, nous savons maintenant ce qu'il en a été et ce ne sont pas les dernières pitreries

de Swaelen ou de Martens qui changent quoi que ce soit.

2. Une orientation globale se voulant «apolitique», (en option : pluralisme et démocratie) qui interdit de poser le problème de la guerre impérialiste autrement qu'en s'horifiant des souffrances qu'elle occasionnerait ici. La conséquence de cette position est double : non seulement la guerre impérialiste au lieu d'apparaître produit et fonction de données concrètes (la crise économique du mode de production capitaliste et les contradictions inter-impérialistes) est présentée comme un mal venu d'on ne sait où - et contre laquelle n'importe qui et pourquoi pas Rogers, s'horripile - , mais en plus elle est clairement nationaliste en ne posant que la question de la protection du territoire national ... n'ayons pas peur des mots, elle est carrément patriotique. Donc, nous disons que couper ainsi la guerre de l'impérialisme et d'une position de classe à son égard, refuser de l'analyser (et de mettre cette analyse en pratique) comme moment particulier mais de continuité de la domination de classe, masquer les causes par les effets, sont les axes des directions pacifistes - et la politique pacifiste - qui n'ont pour buts que de crétiniser la réflexion du mouvement anti-guerre, ainsi que de le désarmer historiquement.

En réalité, cette soi-disant «apolitisation», cette reconnaissance du pouvoir bourgeois, ne servent qu'à introduire à la direction du mouvement anti-guerre toutes les taupes de partis bourgeois, tous les parlementaires, bourgmestres en mal d'électeurs etc ..., ce qui finit par présenter et dénaturer le mouvement anti-guerre comme une force traversant tout le pays, toutes les classes, qui réunirait dans un même effort de bonne volonté - et dans les mêmes intérêts - bourgeoisie et prolétariat ! Cette soi-disant «apolitisation» masque en réalité le fait que la bourgeoisie entière de ce pays organise les préparatifs de guerre : des politiciens valets de Washington, des militaires subalternes US, des industriels et des banquiers ...

3. La guerre impérialiste, étant devenue grâce aux bons soins de la Collaboration une force nuisible se situant hors des antagonismes de classes, la question de la combattre cède le pas à celle de la «refuser». Ce qui induit directement et inévitablement la recherche d'un consensus. Et que demandent les pacifistes ? USA, URSS, ne faites pas la guerre (via l'Europe) et point à la ligne. Mais pour les travailleurs, la guerre impérialiste n'est qu'un moment plus horrible encore que la misère quotidienne, pas une rupture dans l'exploitation ! Et dire cela ne permet pas d'oublier les peuples pour qui la guerre est quotidienne depuis des dizaines d'années ! Pour les communistes révolutionnaires, il n'y a pas de «point à la ligne», les USA, l'URSS, en guerre ou en paix ne nous intéressent pas. Même sans guerre atomique, l'ordre impérialiste ne nous intéresse pas et est intolérable ! Il doit être balayé par la naissance de la société nouvelle, la société sans classe et sans Etat, la société communiste.

4. Les organisations pacifistes ont mobilisé leurs militants, et un vaste mouvement populaire sur le problème de la guerre impérialiste, mais en falsifiant la nature même de ce problème. Ainsi, pour corrober leurs thèses fatalistes, ils ne peuvent présenter le conflit à venir qu'à travers des visions d'enfer nucléaire, de destruction totale de la planète, d'escalade apocalyptique etc ... Présenter les choses de cette façon est en premier lieu une parfaite idiotie, mais qui une fois de plus vise à placer la guerre au-delà des intérêts de la bourgeoisie, en second lieu, c'est très préjudiciable au mouvement anti-guerre car cela développe un senti-

ment de démobilisation devant «une fatalité insurmontable». Mais ce n'est justement pas à travers ces visions d'apocalypse qu'il faut imaginer la guerre impérialiste, au contraire c'est tout à l'opposé. Il faut comprendre le processus de guerre impérialiste comme étant une série d'opérations combinées, cernées géographiquement, planifiées dans des échéances précises ... d'une violence terrible, certes, mais parfaitement contrôlées par les Etats-majors impérialistes. Pour illustrer cela, voyons par exemple la guerre de 1914/18 dont l'armistice fut signée sans vainqueur ni vaincu ... le front se trouvait à ce moment hors d'Allemagne, l'armée allemande recevait des renforts massifs suite à la paix arrachée par la naissante Union Soviétique. Simplement les capitalistes ont décidé que cela suffisait, les industriels en avaient pour leurs comptes, le partage colonial était bouclé, et le mouvement communiste international minait la vieille Europe. Et alors que tout le monde était parti en guerre dans une belle unanimité, du jour au lendemain les capitalistes ont décidé d'en rester là et de s'occuper d'autres problèmes (c'est-à-dire de laisser l'armée allemande aller massacrer les révolutionnaires et de monter des expéditions internationales pour soutenir les armées blanches). Voilà le cynisme de la guerre impérialiste ! La bourgeoisie ne détruira pas la planète car elle n'y a pas intérêt. Par contre elle tentera de détruire tous les foyers révolutionnaires de par le monde : elle ne rasera pas Moscou sous les mégatonnes, mais elle enverra des corps expéditionnaires en Amérique Centrale, en Afrique du Nord, en Asie du Sud-Est ... elle ne vitrifiera pas l'Oural, mais elle déclanchera une vaste et horrible bataille, mi-classique, mi-atomique en Allemagne ! Et il ne s'agira pas d'aventure ou de surprise, mais de plans bien précis en fonction desquels s'articulent aujourd'hui des politiques d'armements, des doctrines de combat, des stratégies et des tactiques de combat.

CE QUI EST FONDAMENTAL POUR LE MOUVEMENT ANTI-GUERRE, C'EST DE SE DEBARRASSER DE LA MYTHOLOGIE DES EFFETS POUR S'ATTAQUER AUX CAUSES. ON NE SE BAT PAS CONTRE LA GUERRE SI ON NE MET PAS HORS D'ETAT DE NUIRE CEUX QUI LA PROGRAMMENT ET L'ORGANISENT CONCRETEMENT, ON NE SE BAT PAS CONTRE LA GUERRE SI ON NE POSE PAS LA QUESTION DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE ET SA DESTRUCTION.

5. Un autre témoin de la faiblesse politique du mouvement anti-guerre où s'engouffrent le poison pacifiste est son européocentrisme, son nationalisme évident. Nous l'avons déjà dit, la guerre dans le Tiers-Monde n'a pas cessé un seul jour depuis 1945, plus d'une fois avec la participation des militaires belges (en Corée, en Algérie, au Shaba), mais ce ne sont sans doute que des «sous-guerres», tandis qu'ici ce sera sérieux ! Cela ne prête pas à rire, car si l'ampleur de la mobilisation contre l'installation des Cruise et des Pershing est juste et légitime, la pauvreté, si pas l'absence de mobilisation contre les interventions militaires impérialistes au Shaba, par exemple, relativise la portée de ce mouvement. Car la guerre impérialiste est possible ici si elle possible dans le Tiers-Monde, car l'exploitation des travailleurs d'Afrique n'est possible qu'en liaison avec l'exploitation des travailleurs ici ... Mais ce qui est «nouveau», c'est le retour de menaces de guerre ICI. Alors il faut dénoncer et combattre ceux qui intentionnellement entraînent le mouvement anti-guerre dans les limites de cette «nouveau», car de cette simple inquiétude quant à la protection de sa sécurité, le pas est vite franchi de partir en guerre chez le voisin ... Seule une vision cor-

recte de ce qu'est l'impérialisme permet de battre ces tendances chauvines, car se battre contre la guerre impérialiste est la première activité des guerilleros anti-mobutiste et en cela il y a une identité commune qui doit se manifester concrètement dans une pratique internationaliste.

Enfin, pour en terminer avec cette première critique de la politique et l'idéologie pacifiste, il faut mettre en avant son absolu manque de perspectives et son échec retentissant. Les organisations pacifiques appellent à une manifestations en 1985 ... de qui se moquent-elles ? Aujourd'hui, le mouvement qui a servi de modèle au pacifisme belge, le mouvement de la paix en RFA est en pleine déconfiture. Et cela est compréhensible : il n'a pu atteindre aucun de ses soi-disant objectifs et n'arrive même plus à organiser ses shows «*chaînes humaines*» tant la lassitude et le découragement est grand parmi ses militants qui comprennent

que des années de lutte pacifiste n'on servi à rien du tout.

Par contre, ce que nous voyons en RFA c'est le développement d'un fort mouvement de guerilla anti-impérialiste, qui, sous la direction politique de la Fraction Armée Rouge, est l'expression évidente d'un refus prolétarien aux projets bellicistes de l'OTAN. En nous rappelant à une nouvelle manifestation stérile, sur des mots d'ordres petits-bourgeois, sur la politique réformiste du pacifisme, les VAKA et CNAPD sont les fossoyeurs objectifs du mouvement anti-guerre !

Soumettre les thèses pacifistes au feu de la critique révolutionnaire est indispensable; mais il faut le faire pour dépasser ces errances et pour impulser une dynamique nouvelle dans l'opposition à la guerre et aux missiles de l'OTAN. Il faut battre politiquement les tentatives d'élaboration d'un compromis avec la

bourgeoisie quant à la question de la guerre, et cela signifie lier la guerre à l'impérialisme, se positionner dans une perspective prolétarienne et révolutionnaire.

CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE,
LA GUERRE CIVILE !
ORGANISONS-NOUS ET FRAPPONS SANS
RELÂCHE !
EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION
DE L'ORGANISATION COMBATTANTE
DES PROLETAIRES !
EN AVANT VERS LA REVOLUTION
COMMUNISTE !
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES
*Pour la construction de l'Organisation
Combattante des Prolétaires*

Guérilleros Fedayins

du Peuple Iranien:

La lutte armée comme

stratégie et comme

tactique.

Que devons-nous faire ? Quelle voie s'offre au mouvement communiste iranien ? Comment peut-il se transformer en véritable avant-garde de la lutte anti-impérialiste de notre peuple ? Comment peut-il se libérer du borbier du milieu intellectuel dans lequel il est prisonnier, et établir un lien profond avec les masses ?

Le mouvement communiste doit et peut donner une réponse objective, en théorie et en pratique à cette question : comment peut-on briser la domination oppressive de l'impérialisme qui s'appuie principalement sur les forces répressives de l'armée impérialiste ? Comment peut-on discréditer le mythe de «*l'île de la*

stabilité et de la sécurité» ? Comment peut-on montrer aux masses exploitées et opprimées le chemin de la révolution, de la conquête du pouvoir et de la victoire et les attirer vers la lutte ? A notre avis, le mouvement communiste peut trouver cette voie, et s'il veut se transformer en véritable avant-garde et ne veut pas courir derrière les masses, il doit la leur montrer dans la pratique.

Si la lutte armée est l'unique moyen de sauver le peuple, et à notre avis, le nouveau mouvement communiste l'a accepté, par conséquent, il n'y a plus lieu de tergiverser. Les expériences révolutionnaires contemporaines, ainsi que nos propres expériences, nous mon-

trient la voie et la stratégie générale de la révolution. Ces expériences ont démontré que ce n'est ni par le travail pacifique, et ni par le travail purement politique, ni clandestin que l'on peut se transformer en avant-garde du peuple et soi-disant préparer les conditions pour la lutte armée des masses. Dans les conditions actuelles, toute lutte politique doit inévitablement s'organiser sur la base de la lutte armée, et c'est seulement le petit moteur qui peut mettre en marche le grand moteur des masses. Les conditions subjectives de la révolution prendront entièrement forme au cours de l'action armée. La véritable avant-garde des masses, celle qui a un lien profond avec elles, et qui est capable de les stimuler, les guider à une vaste échelle, ne peut apparaître qu'au cours de l'action armée, du travail politico-militaire. Oui, au début, le sang et la peine que les actions de l'avant-garde apportent aux masses, la terreur que le régime commence à imposer, peuvent créer une position passive parmi les masses qui ont des contacts avec les actions de la guérilla. Mais dès que l'avant-garde armée se sera établie et qu'elle aura pu porter des coups politiques, militaires, matérielles ou morales à l'ennemi, la voie de la lutte s'éclaircira peu à peu pour les masses ; ils comprendront que la révolution est commencée et que son développement et sa victoire dépendent de leur soutien. Selon Debray, obtenir le soutien des masses n'est pas chose facile, mais dès qu'il a été acquis et partout où il l'a été, il a suscité l'étonnement.

«*Che Ghevara*» exprime ainsi l'expérience du contact entre les paysans et les guerilleros : «*Après notre regroupement et les premiers accostages qui étaient accompagnés par les actions répressives de l'armée de Batista, la terreur avait envahi les paysans qui se montraient froids envers nos forces. Le problème essentiel était le suivant : s'ils nous voyaient, ils devaient nous dénoncer. Si l'armée apprenait notre présence grâce à d'autres sources, cela mettait leur vie en danger car la justice révolutionnaire était rapide.*

Malgré la terreur ou au moins la neutralité et l'insécurité éprouvées de la part des paysans qui préféraient quitter la «Sierra» pour éviter ce dilemme, notre armée s'établissait de plus en plus solidement ... peu à peu, lorsque les pay-

sans comprenaient que les guérilleros étaient invincibles et que la lutte était longue, leurs réactions devenaient plus logiques et ils rejoignaient notre armée».

En raison de la répression et de l'oppression de longue durée, dominant la vie de nos masses, en raison des défaites successives des mouvements de notre peuple, dans les villes et dans les campagnes, nos masses ont de plus en plus tendance à considérer que la situation actuelle ne changera jamais. Cet «*arrière séculaire de peurs et d'humilité*» a converti sérieusement la foi de nos masses en cette phrase : «*On est impuissant devant cette force*». Les racines profondes des croyances religieuses, la capitulation devant la situation présente et la confiance envers une force supérieure, apparues au début en raison de la faiblesse de l'homme devant les forces de la nature, se sont renforcées de plus en plus à cause de la faiblesse du peuple devant les forces au pouvoir. Ces croyances fortement enracinées ne pourront être transformées avec des paroles ; on ne peut pas défier le pouvoir répressif présent avec des mots, on ne peut pas attirer les masses vers la lutte par une propagande purement politique. On ne peut pas les convaincre ainsi de leur invincibilité et de leur victoire certaine. Seule l'action armée peut ouvrir une brèche dans l'impasse où se trouvent les masses. Il faut montrer dans la pratique qu'il est possible de détruire le pouvoir répressif. L'avant-garde armée doit montrer sa force pour convaincre les masses de son pouvoir. Est-ce que tout cela signifie que les masses ne montrent plus d'elles-mêmes aucun mouvement remarquable ? Non, ce n'est pas ainsi. Lorsque la goutte déborde du vase et que leur patience atteint sa limite, les masses aussi se mettent en mouvement, des confrontations ont lieu, et aussi, en raison des conditions de terreur et d'oppression, ces confrontations s'accompagnent de plus en plus de confrontations armées. Mais en raison de ces mêmes conditions, de tels mouvements ne trouvent pas l'occasion de s'étendre et sont réprimés. Dans des conditions où il n'existe aucune possibilité de continuité pour un travail purement politique ou pacifique, où aucun lien n'existe entre l'avant-garde et les masses, le principal effet de tels mouvements sera la répression accrue du peuple. La seule ligne de travail continu qui peut acquérir des forces pour la lutte du peuple, grâce à de tels mouvements, qui peut lier ces mouvements dans un contexte plus vaste, est une continuité politico-militaire.

Maintenant, le problème qui se pose est de savoir quelles méthodes de travail armé sont praticables dans les conditions actuelles. Une chose est certaine : la condition de la victoire de la révolution est de briser les forces armées contre-révolutionnaires et ceci nécessite une armée populaire. Mais comment est-ce qu'une armée populaire est créée ?

Dans les conditions actuelles de la société, l'armée populaire se constitue essentiellement par la lutte de guérilla dans la campagne et ceci nécessite la constitution de forces de guérilla (dans les conditions d'absence de vastes mouvements de masse, surtout dans les campagnes, l'armement immédiat des masses n'est pas l'objectif numéro un. Ici, lorsque nous parlons de foyers de guérilla, cela veut dire qu'au début, l'action armée dans la campagne est commencée par des groupes armés souvent formés d'avant-gardes révolutionnaires). Mais quels préparatifs et conditions garantissent la survie croissante du ou des foyers de guérilla ? Est-ce qu'en commençant des actions dans une zone convenable, un groupe armé peut susciter à lui seul le mouvement de masse, au cours de son développement ? Les expériences de la guerre de guérilla en Amérique latine démontrent que la survie d'un foyer de guérilla n'est pas durable dans des conditions d'isolement politique et d'encercllement

militaire, sans avoir un lien profond avec les mouvements urbains, sans être soutenu sérieusement par la ville, sans avoir pu attirer à une vaste échelle l'attention des masses, et qu'il sera tôt ou tard anéanti par les forces spéciales de l'ennemi. C'est pourquoi certains révolutionnaires latino-américains parlent de l'intensification de la lutte armée dans la ville. Même l'expérience cubaine contient des leçons à ce sujet. Mais comme Debray ignore ou sous-estime les méthodes et les organisations de lutte qui sont en tout cas nécessaires pour la survie et la continuité de la lutte déterminante, il n'attribue pas l'importance nécessaire à cet aspect de l'expérience cubaine et ceci est l'une de ses erreurs. Il est vrai qu'à Cuba, la lutte déterminante était la lutte armée dans la campagne, mais quel était le rôle des luttes urbaines dans la lutte générale ? Régis Debray n'avoue-t-il pas lui-même que Batista ne pouvait envoyer plus de dix-mille de ses cinquante-mille soldats contre Fidel ? Pourquoi ? N'était-ce pas en raison de l'existence d'autres formes de lutte dans les villes menées par les autres organisations et le Mouvement du 26 Juillet lui-même ? Comment se fait-il que la lutte armée dans la campagne ait pu attirer à une vaste échelle l'attention des masses, surtout dans les villes, avant même que les insurgés soient entrés en possession d'une station de radio ? Sans compter qu'une station de radio ne peut en aucun cas jouer un rôle d'organisateur. Si les forces insurrectionnelles n'ont pas jugé nécessaire d'avoir une activité organisée, de longue durée et permanente à travers des organisations pour attirer l'attention des masses à une vaste échelle, se faire connaître au peuple comme les seules véritables avant-gardes et susciter dans les villes des mouvements ayant une importance politico-militaire pour les campagnes (en réalité, ceci s'effectuait de toute manière dans la pratique par le mouvement spontané par l'action des autres organisations militantes et même la fraction urbaine du 26 Juillet, d'où le slogan «*tous les fusils, toutes les balles et toutes les ressources à la Sierra*»), on ne peut pas conclure par conséquent, que dans n'importe quelle condition, le mouvement de guérilla n'a pas besoin d'une activité armée urbaine organisée, avant la constitution du foyer de guérilla ou bien au cours des actions de guérilla dans la campagne. En réalité, ce qui s'effectuait à Cuba d'une manière spontanée (par spontanée, nous voulons dire que les actions effectuées dans les villes par les différentes organisations et qui avaient en tout cas un effet considérable sur la victoire de la voie déterminante, ne s'effectuaient pas dans une relation consciente avec celle-ci, c'est-à-dire que l'objectif de ces activités n'était pas exactement de créer un soutien politico-militaire concret envers le mouvement de guérilla dans la campagne), doit l'être ici par un travail politico-militaire organisé. Mais au cours de ces actions armées, qui ont inévitablement un vaste écho, ce sont avant tout les groupes militants qui subissent une révolution. Et est-ce que les petits groupes ne se transforment pas en organisation au cours de l'action armée ? L'unité des groupes communistes ne se réalisera-t-elle pas au cours de cette action armée et sur la base de la ligne de la lutte armée ? Et est-ce que ces groupes et leur union ne peuvent pas se faire connaître aux masses, montrer en pratique le moyen du changement de la situation et de la conquête du pouvoir, et se transformer à un certain point en avant-garde des masses, au cours de l'action armée ? Et est-ce que les actions armées à la campagne n'ont pas besoin du soutien politico-militaire de la ville pour leur survie croissante ? Et est-ce que ce soutien politico-militaire s'obtient spontanément ou par un travail organisé ?

Il se peut que certains qui sont, selon Lénine les «*Partisans acharnés ... de la liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne*» (Que faire ?, Ed. du Seuil, page 146), nous disent que

vous voulez créer une organisation de masse, alors que nous, les marxistes-léninistes, devons avoir comme objectif la création d'une organisation prolétarienne dont les rangs sont essentiellement formés par le prolétariat. Ces mêmes personnes disaient à Lénine.

«*Si nous devons nous occuper d'organiser contre le gouvernement des campagnes de dénonciations intéressant véritablement le peuple entier, en quoi donc se manifestera le caractère de classe de notre mouvement ?*» (Que faire ?, Ed. du Seuil, page 146).

Ceux-là veulent en réalité justifier leur incapacité à jouer le rôle d'avant-garde dans la lutte, leur peur, leur bassesse et leur manque de courage politique. Lénine leur a répondu ceci :

«*Justement en ce que l'organisation de ces dénonciations sera notre œuvre à nous, social-démocrates ; en ce que tous les problèmes soulevés par le travail d'agitation seront éclairés dans un esprit social-démocrate constant et sans la moindre concession aux déformations, volontaires ou non du marxisme ; en ce que cette agitation politique multiforme sera menée par un parti unissant en un tout indissoluble l'offensive contre le gouvernement au nom de tout le peuple, l'éducation révolutionnaire du prolétariat en même temps que la sauvegarde de son indépendance politique, la direction de la lutte économique de la classe ouvrière, l'utilisation des conflits spontanés avec ses exploités, qui dressent et amènent sans cesse dans notre camp de nouvelles couches du prolétariat*» (Id., p. 146).

Et notre réponse est la suivante : la première condition de la direction prolétarienne et révolutionnaire de ce mouvement, est que le rôle d'avant-garde soit joué par les marxistes-léninistes. C'est nous qui devenons les avant-gardes de cette lutte, c'est nous qui avons commencé l'action armée. Est-ce que l'action armée révolutionnaire avec des objectifs basés sur une ligne marxiste-léniniste, n'est pas dans les conditions présentes, la suprême manifestation de l'action communiste et la méthode de lutte anti-impérialiste la plus révolutionnaire ? Si la condition pour attirer les masses, y compris le prolétariat vers la lutte, est la lutte armée elle-même, est-ce que celle-ci doit avoir comme objectif uniquement le prolétariat, ou doit-elle s'appuyer sur toutes les masses ? L'action et la propagande révolutionnaires ne doivent-elles pas commencer par leur forme la plus populaire ? Si le parti d'avant-garde se constitue au cours de la lutte, pourquoi est-ce que la relation formelle avec le prolétariat aussi, ne serait pas créée au cours du mouvement armé ? N'est-ce pas au sein même de la lutte armée que la classe ouvrière remplira le rôle qui lui incombe dans la lutte anti-impérialiste ? L'expérience cubaine comporte à ce sujet un point très instructif auquel font allusion Simon Torres et ... : «*Lorsque Fidel partit pour Mexico, il avait un plan qu'il n'abandonna jamais tout au long de la lutte. Ce plan peut être comparé à un prisme dont les formes organisationnelles qui en constituent la base sont si vastes qu'elles comprennent les différentes classes, alors que le sommet est constitué d'un noyau armé compact capable de diriger les conflits de la base au service de l'incitation de toutes les formes de lutte contre la dictature ...*».

«*Est-il nécessaire d'ajouter que le noyau armé placé à la tête des autres formes d'organisation et de direction, dans la position de la centralité d'une organisation effectuait une double tâche : il assurait d'abord la coordination et la fonction d'un front uni de classes ; ensuite il garantissait du point de vue stratégique, au sein même du front, la priorité des classes les plus révolutionnaires*».

«*La vaste base était parallèle à la base sociale limitée du régime de Batista, dans les conditions d'une crise profonde des partis politi-*

ques traditionnels, qui permet le rassemblement des forces d'une nouvelle manière ; et son noyau armé central était parallèle à une forme de lutte nécessaire pour la destruction de la domination impérialiste-latifundiste bourgeoise. Le coup d'Etat du 10 Mars de Batista avait fermé toutes les voies à une ligne réformiste ...»

Si la lutte armée est capable de mobiliser les masses et de provoquer le renversement du régime au pouvoir, il appartient aux marxistes-léninistes de devenir les avant-gardes d'une telle lutte, avec toutes les méthodes d'organisation et tous les slogans nécessaires. Il faut tirer des leçons des expériences. Il faut se demander pourquoi les partis communistes du Moyen-Orient se sont transformés en organisations futiles et séparées des masses. Il faut se demander pour quelle raison la direction de la lutte anti-impérialiste dans cette région est (encore essentiellement) entre les mains de la petite-bourgeoisie ? Est-ce que ces coups d'Etat dont certains ont pu mobiliser dans une certaine limite les masses nombreuses dans une lutte anti-impérialiste ne montrent pas que dans les conditions où le problème du renversement du régime au pouvoir était à l'ordre du jour, les partis communistes de cette région se trouvaient dans une telle situation, comme s'il restait encore des années avant que le problème de la conquête du pouvoir d'Etat soit évoqué.

La crainte existe aujourd'hui, que l'inaction des marxistes-léninistes abandonne la direction de la lutte anti-impérialiste du peuple entre les mains de la petite-bourgeoisie. Si le mouvement communiste est supposé prendre la direction de la lutte anti-impérialiste du peuple, s'il doit se transformer en véritable avant-garde des masses, il doit prendre des risques, il doit donner une réponse concrète en théorie et en pratique, au problème du changement du régime impérialiste au pouvoir à celui de donner le pouvoir aux exploités. Si dans cette lutte armée de longue durée, l'avant-garde marxiste-léniniste ne peut pas garantir la direction prolétarienne révolutionnaire de celle-ci, rien d'autre n'en sera capable non plus.

Le Moyen-Orient est aujourd'hui l'une des plus importantes régions tumultueuses du monde. Dans cette région, la lutte anti-impérialiste a atteint un niveau très puissant. La révolution prend de plus en plus un caractère régional. Le régime actuel et ses instruments de répression, utilisés jusqu'à présent pour réprimer les peuples d'Iran, sont en train de se transformer en une armée pour terroriser et réprimer aussi les mouvements anti-impérialistes de la région. Cette soi-disant «*île de stabilité*» veut étouffer cet océan tumultueux sous l'ordre et à l'aide de ses maîtres. La lutte du peuple kurde, soumis aux plus fortes pressions et oppressions, est en train de prendre un nouvel essor. Comment peut-on l'aider ? Comment les luttes du peuple kurde peuvent-elles remplir correctement leur rôle dans la lutte anti-impérialiste de tous les peuples d'Iran ? Comment peut-on déjouer les complots impérialistes du régime au pouvoir ? Comment peut-on aider la victoire des forces anti-impérialistes dans cette région ? N'est-il pas vrai que l'unité des forces marxistes-léninistes et la question d'un front révolutionnaire de toutes les classes opprimées, qui sont d'une importance déterminante pour la lutte du peuple iranien, ne sont réalisables qu'au cours de l'action armée ? Pour toutes ces raisons, la lutte armée est non seulement déterminante, mais aussi urgente. La lutte est longue et difficile et gagner le soutien des masses n'est pas chose facile. Pour cela, il est besoin d'un travail soutenu, dur et continu. Mais il est hors de doute que les masses répondront à l'invitation pratique de leurs avant-gardes. La révolution prend forme au sein même de la révolution. La réalité est que même la révolution est sujette à la révo-

lution, au cours de la révolution, au cours de l'action armée. Une révolution qui commence avec les objectifs les plus généraux et les plus populaires, atteint aussi les objectifs les plus révolutionnaires au cours de cette lutte antiautoritaire et en utilisant les tactiques les plus révolutionnaires. Au cours de cette lutte longue et difficile, les masses se prolétarisent de plus en plus sous la direction de l'avant-garde prolétarienne, acquièrent une foi de plus en plus grande en leur direction, la lutte contre le capitalisme se transforme en lutte contre l'impérialisme, la lutte contre l'expropriation impérialiste se transforme en expropriation socialiste ; non seulement la lutte armée enrayer la triste séparation entre l'avant-garde marxiste-léniniste et les masses, mais elle prépare le terrain de sorte qu'elles ne fassent plus qu'un, tactiquement, mais aussi stratégiquement, pour les objectifs urgents et immédiats, mais aussi pour les objectifs les plus généraux. Le mouvement communiste doit prendre des risques, il ne doit pas craindre les défaites provisoires. Maintenant, le temps de l'action est arrivé. «*La critique des armes doit remplacer l'arme de la critique*».

Concluons maintenant :

Les expériences des peuples d'Amérique Latine et de nos propres peuples (spécialement du peuple kurde) ont montré qu'une lutte de guérilla rurale ne sera pas victorieuse sans le soutien politico-militaire de la ville et le travail politico-militaire des forces urbaines. Là, une question se pose : il est vrai qu'une telle lutte dans la campagne essuiera finalement la défaite sans le soutien de la ville. Mais ne peut-on même pas commencer une telle lutte ? Si nous sommes relativement sûrs du soutien de la ville dans un avenir prévisible et que la survie de la guérilla rurale est garantie jusqu'à un tel moment, ne peut-on toujours pas commencer une telle lutte ? C'est là que nous devons quitter l'univers des généralités et porter précisément notre attention sur les conditions de notre patrie.

Avant toute chose, il faut tenir compte de ce point essentiel : la lutte armée en Iran commence avec l'organisation en groupes et par des petits groupes dotés de moyens et d'une force limitée. Bien que certains groupes aient des relations entre eux, on ne peut pas les considérer concrètement et pratiquement dotés d'une force unique et homogène. Dans la lutte armée, la dispersion des forces de l'ennemi est un principe très fondamental et l'action armée commencée par un groupe essuiera tôt ou tard la défaite si elle ne prend pas l'ampleur grâce aux autres groupes.

C'est ainsi que nous obtenons un principe fondamental : tous les groupes révolutionnaires qui ont pris conscience de leurs tâches révolutionnaires doivent porter des coups à l'ennemi et disperser ses forces, le dénoncer et conscientiser les masses par leur travail militaire et par toutes les formes dont ils sont capables. La méthode choisie par chaque groupe dans ce but, est précisée uniquement selon une série de réalités techniques et tactiques. Par exemple, il est normal qu'un groupe implanté au Kurdistan devra œuvrer là-bas. Mais est-ce que les villes du Kurdistan sont des points propres à l'activité de la guérilla urbaine ? Evidemment pas. La base des révolutionnaires implantés au Kurdistan et qui veulent commencer la lutte armée doit se trouver essentiellement à la campagne. Bien qu'on puisse aussi mobiliser une petite force dans la ville pour une série de travaux politico-militaires. De même pour les révolutionnaires implantés dans les régions du nord du pays, l'Azerbaïdjan ... La ville précisément propre à l'activité vaste de la guérilla urbaine en Iran est Téhéran. Quelques autres grandes villes comme Esfahan, Tabriz, Machhad, etc ... sont relativement convenables, d'une manière limitée. En considérant

des points, et vu que l'aspect de propagande et l'aspect politique de la lutte armée sont ses aspects essentiels et déterminants au début, l'aspect militaire forme l'aspect secondaire de la lutte. Ainsi, la lutte armée doit avoir un effet général et sur tout notre peuple. Et étant donné qu'une organisation plus solide et plus vaste de la lutte armée et la création de la coopération entre les groupes combattants est aussi une question urgente, l'existence du travail politico-militaire dans les grandes villes et spécialement Téhéran, en tant que carrefour des réseaux de relations du pays, des centres économiques et productifs importants du pays et en tant que centre actif des relations des groupes combattants dans tout le pays, est déterminant. Mais il faut savoir que l'ennemi tentera de réprimer cette lutte de toutes ses forces et qu'il y emploiera toute sa puissance. C'est pourquoi l'aspect militaire de la lutte armée gagnera de l'importance d'une manière croissante, et dès qu'il en sera ainsi, sortir vers la campagne et y déplacer le terrain principal de la lutte, deviendra déterminant.

Pour conclure, nous pouvons proposer cette ligne générale à tous les groupes révolutionnaires iraniens : dans les conditions actuelles, la lutte armée est la méthode principale de lutte. Au commencement, elle a essentiellement un aspect de propagande. En ce qui concerne l'aspect politique, la lutte armée urbaine joue un rôle vital et déterminant, aussi bien pour tout le mouvement que pour la guérilla rurale. Mais la guérilla urbaine ne peut exister concrètement qu'à Téhéran et relativement dans quelques autres grandes villes. En conséquence, vu le principe de la dispersion des forces de l'ennemi, et vu que l'aspect militaire de la lutte prend de l'importance, rapidement et d'une manière croissante, il est du devoir des groupes révolutionnaires de commencer leur travail politico-militaire partout où cela leur semble convenable du point de vue des moyens militaires de l'ennemi, des moyens techniques et tactiques de leurs propres forces, des conditions sociales et économiques de la population et des conditions géographiques.

NOTE DES TRADUCTEURS

Une introduction au livre, écrite par l'Organisation environ un an après le commencement de la lutte armée, suivra ce texte.

Ce texte est le 8^{ème} chapitre du bilan des «CFPI» rédigé en 1970 par Massoud AHMAD ZADEH, l'un des fondateurs et dirigeants de cette organisation.

Nous avons dans les numéros 3, 4, 5, 6 et 10 de *Ligne Rouge* publié respectivement les 7 premiers chapitres. Le texte se compose des chapitres suivants :

- 1) Introduction
- 2) Les conditions de l'apparition et du développement du nouveau mouvement communiste
- 3) Etude des conditions socio-économiques actuelles et les problèmes de l'étape de la révolution
- 4) Le problème de l'étape de la révolution
- 5) Notre ligne
- 6) Examen de «*Révolution dans la Révolution*» de Régis Debray
- 7) Le parti et la guérilla, le politique et le militaire
- 8) Conclusion
- 9) Les notes
- 10) Autre introduction de l'organisation elle-même

Décl. de Knut Folkerts

dans le procès contre

Brigitte Schulz et

Christian Klar(5-6-84)

à Stuttgart-Stammheim,

concernant l'action

contre Buback.

Je voudrais, en premier lieu, dire quelque chose concernant notre offensive de 77 et de cette ligne qui est, ici, construite par le procureur de la république :

— Que les actions de 77 furent dirigées par les prisonniers de Stammheim.

— Que Brigitte ait inculqué cela dans le groupe après avoir quitté la taule.

De toute façon, c'est une vieille méthode par laquelle le procureur de la république a toujours essayé de légitimer publiquement l'emprisonnement destructif contre nous autres, les prisonniers - avec cette prétendue affirmation de la «direction de l'extérieur par les prisonniers». Maintenant leur objectif est le non-regroupement des prisonniers.

Pour cela, ces affirmations doivent être stabilisées dans le jugement pour empêcher le regroupement.

Comme Rebmann (procureur général de la république en RFA, NDT) l'a annoncé : «Il s'agit de lutter de plus en plus fort dans l'avenir contre le regroupement».

Nous voulons un collectif de prisonniers contre l'incarcération destructrice et pour notre processus politique. La guérilla détermine elle-même ses actions. Ils projettent leur propre conception, lorsqu'ils construisent de telles structures ; d'ordre, d'instruction et spécialement de contrôle. De toute façon, la guérilla n'est pas possible de cette manière. Elle est antagoniste à de telles structures.

Cela, tout le monde le sait, la politique révolutionnaire ne peut se manifester ainsi - déterminée par des tiers et sur instruction.

Au contraire, elle se développe dans cette guerre uniquement sur la base de sa propre décision dans l'autodétermination et dans la volonté.

Nous n'aurions pu faire l'offensive avec de telles structures. Cela est aussi en contradiction avec notre objectif. Personne n'entre en clandestinité, ne rompt avec toute cette merde, pour après la reproduire, pour recevoir des ordres ou pour en donner.

Les actions et les conceptions stratégiques sont élaborées dans un processus collectif et sont déterminées par le groupe dans l'illégalité. Chacun a besoin d'imaginer la nécessité et la justesse du combat pour être capable d'agir, pour pouvoir mener cette lutte où il y va de tous.

Parler de l'«ordre» est aussi débile, car nous sommes allés spécialement dans l'illégalité pour attaquer, pour mener ces actions. Le groupe s'est constitué autour de cet objectif. Sa structure est : pour l'attaque ! Les actions, toute l'offensive, étaient exactement ce que chacun de nous a voulu.

Mais par ce syndrome de la magistrature d'appeler les prisonnier, tireurs de ficelles, ils veulent masquer et écarter les faits et conditions objectifs ; c'est-à-dire la maturité des contradictions dans les métropoles et la condition subjective ; la volonté de chacun d'organiser le contre pouvoir-révolutionnaire.

Le développement de la RAF et des autres groupes de guérilla en Europe Occidentale au début des années 70 est exactement l'expression que le système est objectivement mûr pour être bouleversé et la volonté de transformer révolutionnairement la crise du système.

La simple vérité derrière ces constructions absurdes est la continuité de la RAF depuis 1970.

Vérité, qu'ils n'ont pas réussi à détruire malgré tous les moyens, malgré la terreur. C'est aussi l'aiguillon qui les pousse à des affirmations aussi stupides du genre d'une «direction de l'extérieur par les prisonniers».

C'est une défaite stratégique qu'ils n'ont pas réussi à détruire la guérilla, ici dans le centre de l'OTAN, malgré l'appareil le plus sophistiqué au niveau mondial pour mener la guerre contre-révolutionnaire.

Aussi, ils ne peuvent empêcher ce processus de continuité, ils ne peuvent le comprendre ni le détruire, et veulent ainsi le masquer par cette calomnie, pour que personne ne comprenne la possibilité de la lutte armée :

que cela se réalise vraiment, que cela soit possible.

Donc, nous n'avons eu besoin de personne pour nous dire qu'il était nécessaire et correct d'exécuter Buback. Cela, nous l'avons compris nous-mêmes.

Quand Brigitte fut libérée, l'action était déjà, depuis longtemps, clairement et largement préparée. De plus, les autres actions étaient déjà en discussion. Cette affirmation est donc complètement débile.

L'action ne s'est pas passée plus tôt car nous n'avons pas voulu isoler cette action mais bien la placer en corrélation avec une campagne offensive comme cela s'est passé par la suite. Tout simplement pour augmenter l'effet, parce que nous voulions avant tout créer une ouverture.

Il était donc évident qu'il fallait mener cette action contre Buback. Sous sa régie, Holger, Siegfried et Ulrike furent assassinés ... Interruption du juge président Knospé : «Je vous interromps, je ne vous permets pas des remarques de ce genre».

... ce sont des faits. Holger fut assassiné dans la grande grève de la faim de 74. Buback voulait briser la grève, et le groupe. C'était avant le procès de Stammheim, au sujet duquel Buback a dit à cette époque que pour lui, il y avait cinq accusés, et c'était déjà de trop. Mais c'était aussi un coup contre chacun qui, au dehors, s'était mobilisé pour la lutte des prisonniers. L'Etat doit sembler invincible et toute résistance désespérée. C'était le calcul de Buback et cela nous l'avons brisé par notre action. Donc la situation s'est trouvée bouleversée, on ne peut voir les choses autrement.

De même, Siegfried était assassiné sous la régie de Buback. Il l'a laissé déporter à Stammheim, bien que gravement blessé. Après quelques jours de «blocage de contact» (Loi spéciale en RFA : en cas de «crise» le procureur de la république peut décréter un isolement total. Les prisonniers n'ont ainsi plus du tout de communication avec l'extérieur. Même leurs avocats ne peuvent plus les contacter, NDT), il était mort. Buback a appelé cela : traitement intensif.

Et également sous sa régie, Ulrike ; précisément quand leur procès théâtral était politiquement brisé par la lutte des quatre prisonniers contre le gouvernement SPD, ses calculs de politique intérieure et extérieure (des prisons, NDT), comme contre leur stratégie de dépolitisation.

Le but du procès de Buback était clair : la destruction politique de la RAF. Mais au lieu de la fin de la RAF, c'était la fin de Buback.

C'était aussi un rapport étroit (entre les prisonniers et les militants de la RAF, NDT) qu'ils ne pouvaient pas détruire, ni toucher par l'interdiction de communication et par l'isolement dans les prisons. Politiquement, l'action pour la libération a aussi exactement atteint son but. Car, dans cette première phase, toute la confrontation entre la guérilla et l'Etat s'est concentrée sur cette question de pouvoir à propos des prisonniers. Les gouvernants ont lié exemplairement leur raison d'Etat et leur prétention de pouvoir à la question de ces prisonniers et pour cette raison, cela eut cette dimension : pour cette raison, cela eut cette dimension. Car dans le cas où la RAF aurait réussi à libérer les prisonniers, c'eût été un échec immense pour cet Etat, et naturellement pour nous et pour le processus politique entier, une victoire stratégique. Dans une action pour la libération se transmet aussi un objectif stratégique.

1. Siegfried Buback, procureur général en RFA. Exécuté en 77 par le commando Ulrike Meinhof de la RAF.

Il faut inclure :

Se libérer de l'impérialisme ; il s'agit avant tout de cela et ce n'est pas une stratégie abstraite, pas une ligne abstraite, mais concrète comme la libération de ces prisonniers, après la liquidation de Holger, Siegfried et d'Ulrike, nous avons connu la rage destructrice de la Sûreté de l'Etat, l'absence de scrupules chez Buback, comme d'Héroid (chef de la police fédérale d'Allemagne à l'époque, NDT).

Et, au printemps 77, la situation était telle - les tracasseries publiques contre les prisonniers sont toujours un signal d'alarme - qu'il fallait craindre l'assassinat de détenus, particulièrement de Gudrun, d'Andreas et de Jan sur lesquels ils étaient toujours acharnés. Ainsi, nous avons aussi voulu repousser très concrètement par cette action contre Buback, la Sûreté de l'Etat, comme protection pour les prisonniers pour qu'ils soient avant tout encore vivants jusqu'à ce que nous soyons prêts pour une action de libération.

Cela est parfaitement identique à ce que nous avons visé en bloc lors de l'action : l'attaque contre le chef de la Sûreté de l'Etat et l'attaque contre l'Etat impérialiste de la RFA. L'action a fait mouche parce qu'avec Buback et ce qu'il a accompli, nous avons touché exactement la ligne intérieure du développement de la restructuration impérialiste ; la politique intérieure de l'OTAN et la nouvelle structuration de la répression, comme premier degré du développement de l'Europe de l'Ouest, comme centre de la guerre ainsi que pour une nouvelle formation économique et sociale. Buback était le pionnier de ce projet qu'il a, comme personne à l'exception de Héroid, développé. Ce projet-là veut dire : extension totale des appareils impérialistes de la répression, de contrôles et de manipulations, l'intégration policière et juridique de l'Europe de l'Ouest ainsi que toute la liste que je ne veux plus énumérer. C'est lui qui a réalisé ici la stratégie anti-sub-

versive de l'OTAN : criminalisation et destruction de la résistance révolutionnaire comme condition intérieure pour leur offensive globale. Cette situation explique ainsi parfaitement la dimension totale de la confrontation entre la guérilla et l'Etat en 77. Cela est aussi pour nous le point d'appui à l'intérieur duquel nous pouvons transformer la faiblesse de la politique prolétarienne au centre, en attaquant cette restructuration en Europe de l'Ouest.

Il faut naturellement voir l'offensive 77 sur fond de la situation politique réelle à cette époque. 77 était l'année durant laquelle la République Fédérale devait, sous la conduite de la Social-démocratie créer les conditions pour les nouvelles offensives de l'impérialisme et les pousser en avant autant que possible de manière dissimulée. C'était bien la fonction du SPD (Parti Social-démocrate Allemand, NDT) pour que ne se développe pas une résistance qui puisse déranger leurs plans.

Entre-temps, les préparations pour la guerre sont devenues bien nettes. Dix ans après le grand départ, la gauche de 77 n'a voulu en rien le remarquer. La plupart d'entre-eux se trouvaient dans un processus de dissolution et de décomposition. Contre le fascisme de la Sûreté de l'Etat, dans le cas où il leur passait encore quelque chose par la tête, c'était de la protestation bourgeoise qui, naturellement, n'a pu opposer quelque chose à ce «rouleau compresseur». Ils n'ont pas compris le rapport global du projet à l'intérieur ainsi qu'ils ont ignoré la dimension de la confrontation que nous comprenons par : Guerre de classe internationale !

Donc, nous avons commencé notre offensive d'une position au départ faible, mais nous ne nous sommes pas faits dépendants de cela. C'est toujours la situation lorsque l'on commence. Il faut d'abord lutter pour l'amélioration des conditions. Et ce qui est très important : nous nous sommes orientés exclusivement vers notre objectif. Au-delà des conditions so-

ciales objectivement pro-révolutionnaires et, en dehors de ce qui est en soi nécessaire, il ne se développe jamais quelque chose pour nous, la guérilla. De telles conditions ne veulent surtout pas dire que les choses avancent simplement et toutes seules. Ce qui est important et ce qui en dépend, c'est de commencer soi-même et de prendre l'initiative de la décision pour l'attaque. Cela est le facteur essentiel qui, de toute façon, rompt la stagnation et crée le mouvement. Donc, l'expérience est toute simple : l'élément le plus important est ce que nous sommes. C'est exactement la manière dont nous sommes arrivés à l'offensive de 77, parce qu'il faut toujours partir de rien. Le facteur décisif est la volonté de lutter, et ce qui est nécessaire en plus peut se procurer dans un processus collectif pour l'attaque. L'offensive de 77 était notre pas pour forcer ici toute la situation et pour débiter une nouvelle phase. Nous nous sommes aussi orientés vers cet objectif pour nous réunir, parce que chacun le voulait : attaquer ! Pour cela, nous avons organisé l'illégalité - comme position offensive, comme terrain d'attaque ainsi que comme espace pour le développement du processus révolutionnaire - comme conséquence de nos expériences de la légalité, qui nous tient enchaînée et qui est un état sans perspective. La politique légale est sans importance car la légalité est le terrain du fascisme institutionnel. La politique révolutionnaire, la lutte pour la révolution sociale prend son essor par la rupture. Rupture de penser et d'agir légalement, rupture avec la vie dans le système. Et il est évident de part les expériences de 68 jusqu'à aujourd'hui, que nous pouvons seulement développer le contre-pouvoir et la stratégie prolétarienne dans le processus de l'attaque politico-militaire, qui détruira, un jour, tout le système.

L'action contre Buback a montré qu'il est possible que nous les cernions, que nous les attaquions, et cela ils ne pourront par aucun moyen l'empêcher.

Décl. d'une action

dans la taule de

Münster/RFA:

Là où nous luttons

est la vie!

Malgré l'indignation de la population - de temps à autre hypocrite - concernant les mauvais traitements, brutaux et sexistes et la déportation de notre camarade Anne à la manière sud-américaine; l'appareil régnant des médias et de la justice a réussi cyniquement, une fois de plus à interpréter la brutalité de cette agression comme une folie individuelle du commandant de taule à Essen, supprimant ainsi toute information publique sur les rapports réels de cette action de la Sûreté de l'Etat, contre une prisonnière politique. Le résultat de cette comédie publique de cabotins est en fait, la continuation du blocage de l'information décrété par l'Etat sur tout ce qui concerne le projet d'isolation et de destruction des prisonniers politiques dans les taules en RFA. Ainsi, de nouveau, est mise sous silence la lutte des prisonniers politiques. Lutte pour des structures collectives, pour ne pas, dans l'isolation, se remettre aux calculs de l'Etat de détruire les prisonniers politiques, et pour développer ensemble la résistance collective dans les taules contre l'inhumanité organisée.

La brutalité continue exactement dans ces conditions de blocage de l'information et de l'hypocrisie bourgeoise.

L'extermination et l'isolement ne sont pas moins brutaux qu'auparavant dans les cercueils de béton contre les prisonniers de la guérilla et de la résistance (ainsi que des prisonniers qui s'opposent au régime de la taule). Ils sont exposés par des méthodes scientifiques de la «*torture blanche*» à une agression permanente de leur identité comme êtres humains combattants. L'objectif de tout ceci est de casser - partiellement sous la condition de l'isolation totale la plus sévère pendant plusieurs années - leur résistance contre le système impérialiste de mort lente, de la soumission, de l'aliénation, de l'humiliation, de l'exploitation, de la répression et des génocides contre les peuples.

De plus, sous ces conditions de soi-disant traitement normal dans les taules en RFA, on exerce de plus en plus systématiquement l'isolement et la séparation des prisonniers de la résistance, en les répartissant avec beaucoup

de soin dans les diverses taules. Ceci, pour empêcher toute initiative des structures collectives combattantes.

La déportation d'Anne de Essen à Bielefeld-Brackwede se déroulait exactement dans ce cadre de l'isolement exercé par la Sûreté de l'Etat pour la séparer de notre camarade Doro. Anne ayant voulu se défendre, elle a été traitée brutalement par un commando de répression sous l'ordre d'un flic de la Sûreté de l'Etat. Quelques jours plus tard, une violente déportation était à nouveau effectuée. Pendant cette action, plusieurs flics «*transportèrent*» notre camarade Karin à la taule de Willich pour casser son contact avec Heidi (camarade de la RAF). Ainsi, nous sommes tous les deux complètement séparés, ici, dans la taule de Münster, malgré l'expression de notre volonté. Il nous reste seulement la possibilité de nous retrouver à l'église. Par notre refus de participer à notre propre soumission, en refusant l'intégration dans le «*traitement normal*» (par exemple, accepter les travaux forcés), nous sommes confrontés à des divers traitements spéciaux, comme l'interdiction permanente de faire des achats, la fermeture des cellules pendant une durée pouvant aller de quelques heures à plusieurs semaines, interdiction de sports, mitard et grève du zèle des matons. Le 10.10.84, nous avons pris l'initiative contre ce projet d'isolement et de traitement spécial comme contre tous les autres projets d'isolation concernant nos camarades emprisonné(e)s, qui veulent et doivent être regroupé(e)s. Nous avons levé pratiquement notre séparation en trompant par la ruse nos chiens de garde et en nous introduisant secrètement dans une seule cellule. Nous l'avons barricadée et nous ne nous sommes pas laissés séparer volontairement.

Nous comprenons notre action en toute modestie :

— Comme l'expression cordiale de notre sympathie et de notre solidarité active avec la résistance décidée de notre amie Anne contre les cochons pendant son mauvais traitement et sa déportation.

— Comme une réponse à la terreur des stra-

tèges de la destruction qui deviennent de plus en plus strictes envers les prisonniers politiques dans les taules en RFA - une réponse qui doit montrer qu'il y a toujours des possibilités pour agir.

— Comme un pas pour acquérir de hauts niveaux de lutte pour des structures collectives dans les taules;

— Comme une initiative pratique de hauts niveaux de lutte pour des structures collectives dans les taules ;

— Et en dernier lieu comme un pas pour une attaque contre le système du «*traitement normal*» par lequel le commandement de la taule veut obtenir avec son pouvoir discrétionnaire absolu, la soumission des êtres humains dans un système capitaliste de l'exploitation et de détermination par des tiers. Cela par un traitement différenciel et par la répression des prisonniers.

La lutte pour une vie autodéterminée et collective est une lutte contre l'inhumanité organisée à l'intérieur comme à l'extérieur !

POUR LE REGROUPEMENT
DES PRISONNIERS DE LA GUERILLA
ET DE LA RESISTANCE !
GUERRE A L'EMPRISONNEMENT
DESTRUCTIF, AUX QHS,
AUX TRAITEMENTS SPECIAUX,
AUX TRAVAUX FORCES !

Là où nous luttons est la vie !
Willi et Holger

NOTE DES TRADUCTEURS

Willi est emprisonné pour «*désertion*» de l'armée. Holger est quant à lui en taule pour sa participation à la manifestation de Krefeld contre la visite de Bush en 1983. Anne pour la même raison.

Leurs adresses :

Willi Lehmann / Holger Deilke : JVA Münster Gartenstr. 24, 4400 Münster / RFA.

Anne Holling : JVA Bielefeld-Brackwede, Umlohstr. 100, 4800 Bielefeld / RFA.

Communiqué des Cellules Communistes Combattantes contre des pipe-lines de l'OTAN.

Ce matin du 11 décembre 1984, à cinq heures trente, les Cellules Communistes Combattantes ont détruit simultanément 6 relais de sécurité du réseau des pipe-lines de l'OTAN et ce, à travers la Belgique. Nous avons réalisé ces attaques à l'aide de charges explosives placées dans les trappes d'accès blindées de la quatrième division (belge) des pipe-lines de l'OTAN. Il est facile de repérer ces «trappes d'accès» disséminées sur tout le territoire, et principalement aux abords des stations de pompage de cette division.

Nous avons ainsi détruit :

- Le relais de sécurité immatriculé 060529 le long de la route qui relie Clabecq et Ittre.
- Le relais de sécurité immatriculé 060264B le long de la route reliant Gages à Gibecq (à proximité d'une installation militaire dépendante de la station de pompage de Brugellette).
- Les relais de sécurité immatriculés 061523B et 050615B sis derrière la station de pompage de Glons.
- Le relais de sécurité immatriculé 060846 à la pointe sud du bois de Laurensart, proche de la gare de Gastuche.
- Le relais de sécurité non immatriculé sis au bout du chemin du Haras, bois du Renard à Ensisval.

Nos actions ont donc porté l'attaque révolutionnaire simultanée en trois provinces, coupant en des points névralgiques ce réseau pipe-lines et l'approvisionnement des forces armées de l'OTAN.

Dans notre communiqué du 26 novembre 1984 à propos de la destruction des pylones-antennes périphériques à la base de Bierst, nous avons souligné la place limitée mais centrale de la Belgique dans le dispositif militaire impérialiste, et ainsi comment s'impose la centralité de l'offensive contre l'OTAN dans le cadre d'une politique révolutionnaire anti-impérialiste. C'est un fait évident aujourd'hui, et plus aucun militant ne peut imaginer une politique révolutionnaire qui se limiterait au territoire national ... Mais ce qui est bien moins compris, c'est que l'OTAN n'est pas qu'un Etat-major de

vieilles badernes mais plutôt : *«quasiment la forme étatique la plus élaborée de la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire un système global qui définit, sous l'hégémonie inéluctable du capital US, les intérêts concurrents comme fractions de l'ensemble, qu'elles soient nationales ou économiques, les régule dans la crise généralisée de la valorisation du capital et les unit dans l'aggression, c'est-à-dire dans la tentative d'assurer à un autre stade, contre le processus révolutionnaire mondial».*
- CK, RAF.

L'importance de ce pays au sein de l'appareil politico-militaire transnational de l'OTAN est ainsi bien sur évidente pour tout le monde devant le fait qu'il a été choisi pour l'installation du siège d'Evere, et l'installation du Quartier Général militaire pour l'Europe (SHAPE) à Casteau, et cela ne s'arrête pas là : par exemple, la Belgique est aussi une plaque tournante fondamentale à la capacité de manœuvres des troupes impérialistes. L'incessant défilé de troupes et de matériels yankee et britannique, d'Anvers à la frontière allemande et à travers tout le pays lors de la récente manœuvre/répetition générale «Autumn Forge», a cette fois dépassé en ampleur toutes les précédentes manœuvres de l'OTAN. Suivant le scénario de la guerre conventionnelle en Europe centrale, ce pays a servi de principale base de transit pour les troupes lors de leurs déploiements sur le «front». A cette occasion, toutes les voies de communication furent mises au service de l'OTAN : aéroports (militaires et aussi civils, ex. Zaventem), le port d'Anvers, les voies ferrées, les autoroutes, les télécommunications etc ...

Et il faut aussi parler du rôle de l'ABL dans l'OTAN. Avant tout, un fait qui en dit long : 40% de l'armée est sous le commandement direct de l'OTAN, c'est le taux le plus élevé de tout l'OTAN. Globalement, l'ABL que l'on voudrait nous présenter comme un ramassis d'alcooliques incapables et dotés d'un matériel obsolète, dispose en fait du matériel le plus performant dans l'OTAN, et les programmes d'équipement n'ont jamais atteint une telle ampleur (sous quelques formes que ce soit : achat, production, «prêt», gérance, etc ...). Pour mémoire,

citons les obusiers automoteurs M109, les missiles MILAN, les équipements radio, les dragueurs de mines, les véhicules de combat d'infanterie (AIFV), les transporteurs de troupes blindés (M113), les jeeps («Bombardier»), les hélicoptères de combat, le reblindage des chars Léopard, les missiles sol-air (PATROT) ... et tout cela en moins de cinq ans ! Cette (incomplète) énumération vaut mieux que toutes les larmes de crocodiles de ces militaires sur la pseudo-insuffisance de crédit ... l'armée du capital se porte bien et s'apprête à rentrer en scène contre le mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Il faut dire que la capacité de l'ABL à garantir les intérêts impérialistes n'est pas nouvelle ! L'occupation de l'Allemagne jusqu'en 56 et ensuite le stationnement permanent de troupes dans ce pays, l'envoi du bataillon renforcé en Corée (51-53), l'envoi d'officiers pendant la guerre d'Algérie (58-60), le renforcement de la «force publique» au Kwilu (58-59), l'intervention au Congo (60-61), l'attaque de Stanleyville (64), la participation aux contingents de l'ONU (Pakistan, Moyen-Orient), l'encadrement de l'armée de Mobutu (et celles du Rwanda et du Burundi), l'attaque de Kolwezi (78) ... sont les crimes recensés de l'armée belge à l'extérieur depuis 45. Mais l'armée assure aussi l'ordre impérialiste à l'intérieur : l'ABL est intervenue pour casser les grèves (par la mise au travail forcée de miliciens ou le détachement de techniciens, par ex.) ou pour les réprimer ainsi que les manifestations en 1950, 60-61, 66, 71, 73, 76 et 82, que ce soit au moment de la «question royale», des grandes grèves de 60, des grèves des dockers, des mineurs du Limbourg, des éboueurs, du personnel hospitalier, des travailleurs de la SABCA, etc ... Et faut-il encore rappeler que la gendarmerie, fer de lance de la répression des mouvements sociaux, est en tant que force militaire sous la direction de l'OTAN ?

L'attaque contre le système OTAN est donc un axe principal dans la guerre des classes. Les Brigades Rouges : *«La désarticulation des appareils centraux dans cette phase doit atteindre le cœur battant de la contre-révolution impérialiste : l'OTAN. L'OTAN signifie guerre interne et guerre externe. C'est dans cette dimension qu'elle réorganise ses armées, en les adaptant aux nouvelles caractéristiques de la guerre inter-impérialiste et de la guerre des classes. [...] Nous devons commencer à saboter cette machine de mort qui, pour le prolétariat métropolitain, dans cette phase, veut dire contre-révolution préventive. Nous devons, en attaquant les hommes et les repaires désarticuler ses déterminations nationales restructurées en fonctions anti-guérillas.»*

Voilà pourquoi notre pratique de guérilla est juste et prolétarienne : notre campagne anti-impérialiste exprime le refus de s'incliner devant le terrorisme du pouvoir capitaliste, nous refusons de rester désarmés devant ce que plus personne ne peut se cacher aujourd'hui : la bourgeoisie organise des forces énormes de répression car elle sait que sa crise économique n'a d'autre issue que la guerre et qu'une formidable explosion sociale et révolutionnaire va bouleverser l'histoire ! La tâche urgente des révolutionnaires communistes est de tout mettre en œuvre pour qu'un puissant Parti Communiste Combattant dirige le mouvement prolétarien dans cette inévitable et proche confrontation.

La place de l'appareil militaire dans la société impérialiste dépasse donc de loin la simple question de l'organisation des contradictions inter-impérialistes, aujourd'hui la préparation d'un conflit est-ouest. Sous l'impulsion et la direction de l'OTAN, la militarisation de la société civile est planifiée au-delà du «maintien de l'ordre». Ainsi, initialement prévu en cas «d'état de guerre» (en soi une notion assez floue), des plans sont applicables qui permettent à

l'OTAN de diriger toute une série de secteurs sociaux. Par exemple, une structure de commandement sous les ordres de l'OTAN est prévue pour les secteurs suivants : forces armées, gendarmerie, intérieur, justice, communications, travaux publics, santé publique, affaires économiques ... ainsi l'ONEM servirait à réquisitionner la main d'œuvre dont aurait besoin l'OTAN à un moment déterminé (comme la révélé le document confidentiel OTAN-NATO CM55, dénoncé dans les années 70) etc ... etc...

Aujourd'hui, cet axe principal «*GUERRE A L'OTAN*» unifie et stimule le mouvement révolutionnaire dans les centres. Débarrassés des erreurs réformistes et tiers-mondistes, les avant-gardes révolutionnaires, les Partis et les Organisations Communistes Combattantes s'inscrivent dans un véritable internationalisme. Du Portugal à la RFA, de l'Italie à l'Irlande, de la Grèce à l'Espagne ... un vent d'espoir et de lutte se lève qui rejoint tous les peuples en lutte contre l'impérialisme !

Dans la Résolution de la Direction Stratégique des Brigades Rouges de février 78, était affirmé : «*Le principe tactique de la guérilla dans cette conjoncture est la désarticulation des forces de l'ennemi. Désarticuler les forces de l'ennemi signifie porter une attaque dont l'objectif principal est encore celui de diffuser la lutte armée et sa nécessité, mais dans laquelle a déjà commencé à opérer le principe tactique propre à la phase suivante : la destruction des forces de l'ennemi. Cette attaque doit diffuser la ligne politique de l'avant-garde politico-militaire et désarticuler dans le même temps la nouvelle forme que l'Etat impérialiste est en train d'assumer.*» Pour nous, c'est dans l'application de ce principe que nous entendons aujourd'hui apporter une modeste contribution au mouvement international anti-impérialiste, mais nous avons confiance dans l'avenir et mettrons tout en œuvre pour que ce pays devienne une des tombes de l'impérialisme !

Pour terminer, nous voulons citer les Cellules Révolutionnaires qui, le 14 juin 1984, ont

fait sauter un pipe line de l'OTAN près de Lorch en RFA : «*Pour nous, il s'agit de combattre de manière effective la machine de guerre yankee en tant qu'élément central de la politique de domination impérialiste. Il est clair pour nous que des actions isolées ne peuvent atteindre ce but, mais que c'est une extension continue de cette pratique politique qui le permettra.*»

**CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE,
LA GUERRE CIVILE.
Organisons-nous et frappons sans relâche !
EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION
DE L'ORGANISATION COMBATTANTE
DES PROLÉTAIRES !
EN AVANT VERS LA REVOLUTION
COMMUNISTE !
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !**

CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES

*Pour la construction de l'Organisation
Combattante des Prolétaires.*

UNE PRÉCISION :

Certaines informations parues dans la presse du 27 novembre sous-entendaient, et même parfois claironnaient, que nous nous étions trompés de cible lors de notre attaque du 26 contre les pylônes-antennes périphériques à la base militaire de Bierset.

Cela est complètement faux et tout-à-fait ridicule.

Voici comment nous avons fait le choix de cet objectif : nous avons repéré ces deux antennes car elles étaient situées dans un petit complexe militaire, comme d'autres autour de toutes les bases de la défense aérienne. Les images du JT du 26 étaient révélatrices à ce sujet, un périmètre clôturé de barbelés, la signalisation «*domaine militaire*» etc... Nous savions très bien aussi qu'une seule des deux antennes était en activité, et que les installa-

tions au sol qui valaient la peine d'être détruites étaient aux pieds de celle de gauche. Quand nous menons une attaque, nous le faisons toujours avec le maximum de renseignements et de repérages afin de pouvoir parfaitement contrôler la situation. Mais le fait que le pylône-antenne de droite n'était pas en fonctionnement actuellement n'était pas une raison suffisante que pour ne pas le détruire. Faut-il attendre qu'un bombardier soit en vol pour le dynamiter? Faut-il attendre que les flics vous braquent leurs revolvers sur la tête ou vous descendent pour songer à les désarmer ? De plus, si l'information parue en première page de l'édition du Soir du 27 est exacte, la défense nationale entendait le remettre en service très prochainement... il leur reste donc à en construire un nouveau ! Evidemment, si nous avions pu, par notre action, dérouter un Awacs qui serait allé s'écraser sur les bâtiments de l'OTAN à Evere un jour de conférence... nous aurions été très contents, mais cela ne s'est pas passé ainsi.

En ce qui concerne le second pylône-antenne dont la régie des voies aériennes avait l'utilisation, il faut dire plusieurs choses. Premièrement, il était, comme nous l'avons déjà souligné plus haut, situé en terrain militaire et rien ne le démarquait des installations militaires. Ceux qui se compromettent avec l'OTAN et partagent des infrastructures avec les militaires n'ont qu'à prendre leurs responsabilités; ils doivent savoir qu'ils risquent par là, d'être la cible des révolutionnaires. Et en dernier lieu, il faut surtout souligner qu'il existe une coordination totale entre le «*civil*» et le militaire au niveau du contrôle aérien, principalement au travers du Détachement Militaire de Coordination (MDC) situé à Zaventem.

Nous ne pouvons donc comprendre la publicité donnée à cette idiotie que comme la volonté de nous nuire politiquement à travers une manœuvre de manipulation de l'opinion publique.

pour le communisme
CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES

un an aux luttes et revendications des détenus. Il s'agit, après l'incarcération de la journaliste Paula Jacques, d'un nouvel acte de répression et de criminalisation de la solidarité avec les prisonniers.

Par ce fait même, ne s'agirait-il pas d'empêcher la parution du journal d'expression des détenus *Otages* et le déroulement de l'émission *Accusés levez-vous* sur Radio Campus à Lille ? Comme l'émission *Transmurailes-Express* sur Canal-Sud à Toulouse pourrait se voir interdire le droit à l'expression par l'intermédiaire de la Haute Autorité (interdiction d'émettre).

Malgré ce coup de force que sont les arrestations de Yves Deschamps et Thierry Destriez, nous entendons poursuivre notre combat contre l'enfermement et l'isolement. Notre solidarité reste acquise aux quatre autres inculpés comme à tous les prisonniers.

Otages continuera à paraître.

La rédaction d'*Otages* soutenue par Collectif Minerve, *Transmuraile-Express*, Molotov et Confetti, *Nous Voulons Tout !*, Coordination des Femmes et Familles de Prisonniers, Association Atal.

Pour tout soutien : adresse provisoire : *Otages*, c/o C.E.D.O.S., 91, rue Championnet, 75018 Paris

Yves Deschamps écrou 20760,
Thierry Destriez 20758
Maison d'arrêt, 2 avenue du Train de Loos,
59374 Loos Cedex

ESPAGNE

DECLARATION DE LEONCIO CALCERRADA FORNIELES (MILITANT DES GRAPO) SUR SA DETENTION

Le 5 septembre, vers midi, Juan Garcia Rueda (militant des Grapo, assassiné après son arrestation) et moi-même étions dans notre appartement, écoutant la radio et prenant l'apéritif. Soudainement, nous avons entendu la porte d'entrée être forcée.

Après ce bruit nous avons entendu de nombreuses détonations. Instinctivement nous nous sommes jetés au sol, et tout de suite, j'ai commencé à sentir une forte douleur au pied gauche. Juan, qui était à mes côtés, se tordait aussi de douleur. Je me suis arraché vers un grand meuble, derrière lequel je pouvais me cacher à moitié. Alors nous avons vu six policiers recommencer à nous tirer dessus. Nous avons levé les mains, en même temps que je recevais plusieurs autres impacts dans le corps. Ils nous ordonnèrent de nous lever. Je ne pouvais pas, alors ils m'ont arraché du sol en me tirant par les bras. Juan ne bougea pas, il restait immobile, tournant le dos aux policiers.

Pendant qu'ils m'emportaient vers une autre pièce, j'entendais qu'ils interrogeaient Juan. Une fois dans cette pièce, ils me jetèrent par terre, face au sol et me frappèrent sur toutes les parties du corps où j'étais blessé. Ils me mirent un pistolet sur la tête, me frappant la nuque avec le canon. Ils tirèrent à côté de mon oreille droite puis de la gauche et ils répétèrent cela pendant quinze minutes. Pendant ce temps ils me menaçaient de me laisser me vider de mon sang, en m'assurant que devant l'opinion publique ma mort se serait produite comme conséquence d'un « affrontement avec la police ».

Ensuite ils me levèrent du sol et me mirent sur une civière. Ce furent les GEO (corps spécial anti-guérilla) qui me descendirent jusqu'à l'ambulance. Nous vivions au second étage, alors durant ce trajet ils me frappèrent plu-

sieurs fois contre le mur et ils penchaient le brancard vers la cage d'escalier. Il fallait que je me cramponne de toutes mes forces pour ne pas tomber.

En sortant de la maison je vis plusieurs groupes de gens sur les trottoirs et aux balcons. Alors j'ai levé le poing et fait le signe de la victoire, pour cela j'ai été frappé par un capitaine de police. Une fois dans l'ambulance ils continuèrent à frapper mon pied blessé. Le voyage vers l'hôpital fut très long, de cette façon ils s'arrangeaient pour que je continue à perdre mon sang.

Quand nous sommes arrivés à l'hôpital, le capitaine de police appuyait sur mon pied blessé, en se dissimulant car les médecins étaient présents. Ce n'est que devant mes cris « assassin ! » et le regard des médecins qu'il cessa de me serrer. Dans le bloc opératoire il y avait plusieurs flics en civil qui prétendaient me torturer mais les médecins les sortirent de la salle d'opération.

Cependant, les civils revinrent à trois reprises pour m'interroger et ils me menacèrent de tortures pendant mon transfert de l'hôpital où je me trouvais (à la Coruña) vers Madrid. Les trois flics en uniformes qui me gardaient en permanence m'assuraient qu'ils allaient me tuer ici-même, à l'hôpital.

Le 8 je fus donc transféré à Madrid, au milieu d'un grand déploiement policier, et ils me placèrent à la prison-«hôpital général pénitentiaire». Là, ils me laissèrent isolé et sans communication jusqu'au 14. Pendant ces jours, j'ai reçu deux fois la visite de divers flics en civil qui cherchèrent à m'interroger et voulurent me forcer à choisir la «Loi sur les repentis». Je fus mis à la disposition du juge pendant que je me trouvais encore dans la cellule d'isolement. A partir de ce moment on m'a retiré l'interdiction de communiquer. Je tiens encore à dire qu'à aucun moment on ne m'avait informé de l'assassinat de mon camarade.

Aujourd'hui je continue à ne pouvoir bouger du lit où je dois récupérer les quatre coups de feu et des nombreux coups que j'ai reçus. J'ai des douleurs à la tête, une perte de l'audition et des problèmes de vue.

Leoncio Calcerrada Fornieles
Militant des GRAPO
Hôpital Pénitentiaire de Carabanchel (Madrid)
19 septembre 1984.

UN AVOCAT PAYE 5 MILLIONS AUX GRAPO

L'avocat José Ignacio Montabio Jover, fut séquestré le 6.11 par des membres des GRAPO et mis en liberté après avoir payé une rançon de 5 millions de ptas. L'avocat barcelonais fut attaqué dans son bureau, par 4 personnes qui exigeaient le paiement de cette somme.

LES GRAPO EXIGENT UN IMPÔT REVOLUTIONNAIRE

Les GRAPO ont envoyé une série de lettres à des patrons de petites et moyennes entreprises de Aragon, exigeant le paiement d'un impôt révolutionnaire. Les lettres mentionnent la somme à payer et avertissent les intéressés de la réception d'une prochaine lettre mentionnant les lieux et formes de paiement. Les lettres contiennent aussi une liste de personnes tuées par les Groupes Révolutionnaires Antifascistes Premier Octobre et rappellent le récent homicide du président de l'Association d'Entreprises de Sevilla.

Madrid, le 21.11.84

ETA(m), plus précisément le «commando "Madrid"», a revendiqué l'attentat contre le gé-

néral d'intervention en retrait, Luis Rozon Perez.

«Cette action est une réponse en plus de celles déjà réalisées dans le long processus historique de libération de Euskadi». ETA justifie le choix de la personne dans son intention «d'attaquer la tête de l'Armée espagnole» qu'elle accuse de participer «au développement pratique de la planification élaborée dans les Ministères espagnols contre l'ensemble du MLV». Dans le même communiqué ETA critique les 2 évêques espagnols pour avoir affirmé que certains commandos de ETA étaient responsables de la poussée de drogue parmi les jeunes basques. ETA rend responsables «les pouvoirs royaux» de l'Etat espagnol d'introduire la drogue en Euskadi dans l'intention de débilitier et démobiliser «les couches populaires et combattives» des peuples de Euskadi Sud.

LES 4 DEPORTES AU TOGO : EXTRAIT D'UN INTERVIEW DU JOURNAL EGIN AUX 4 REFUGIES, PARU LE 17.11.84

Gotzon Castrillo, Patxi Alberdi, José Miguel Galdós et Luziano Izagirre, réfugiés politiques basques déportés au Togo, n'avaient aucun contact avec le pays basque, ni avec personne, jusqu'à ce que leur avocate, Christianne Fando, réussit à les localiser...

EGIN — Comment se produisit l'expulsion ?

Luriano : «Cela commença le jour de la décision gouvernementale, le 23 septembre. De ma cellule, vers 15h, j'entendis qu'on sortait Galdós de la sienne et qu'on le faisait descendre. De mon lit, je lui demandai où on l'emmenait. Il me répondit qu'il n'en savait rien.»

Galdós : «On m'emmena en chaise à roulettes dans un bureau. Il y avait beaucoup de monde. Un fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur s'avança vers moi pour me dire : "Vous êtes libre, signez ce papier". Je lui dis que je ne le croyais pas et que si vraiment j'étais libre, que l'on me sorte dans la rue. Le fonctionnaire insista pour me faire signer le papier. Je me refusais à le faire parce que l'avocate n'était pas présente, je me méfiais. Alors, il se fâcha... Il m'assura que je n'étais pas extradé. Je restais sur mes positions. A la fin, le type entra dans une colère noire, me jeta le papier à la figure et me cria : "Vous êtes expulsé du pays". Je l'insultai et il me répondit : "Ca, tu me le payeras". Remarquez la politesse française, on te gifle avec le sourire en précédant l'acte du "merci beaucoup"».

Luriano : «Un à un, ils nous transportèrent en brancards jusqu'à l'hélicoptère. Chacun dans un hélicoptère. Ils nous emmenèrent jusqu'à un aéroport militaire. Aucun ne savait où étaient les autres jusqu'à ce que nous soyons réunis dans l'avion sanitaire. En voyant qu'il manquait 3 de nos compagnons, nous nous sommes posés des questions sur leur sort. Nous leur demandions avec insistance mais ils ne voulaient répondre.»

EGIN — En plus de vous, qui était dans l'avion ?

Luriano : «Un médecin, un professeur de l'Université de Paris, deux infirmières et 6 policiers d'un corps anti-terroriste. L'avion était très bien équipé : il avait une bombe de cobalt, oxygène, etc... Avion de type Caravelle, comme ceux qu'utilisent les ministres dans leurs déplacements. Nous partions des environs de Paris vers une destination inconnue.»

EGIN — Quand vous a-t-on dit que vous alliez au Togo ?

Luriano : «A 19h, après l'avoir souvent demandé, on nous a dit que "France-Inter" avait donné la nouvelle que nous allions en Afrique.»

Plus tard, on nous confirma que l'avion allait au Togo».

«Vers 21h, nous atterrîmes dans le désert pour nous reposer. On ne nous laissait pas toucher aux rideaux des fenêtres. Tout était dans l'obscurité et ils éclairaient avec des lanternes. Les policiers étaient en état d'alerte».

EGIN — On vous posa des questions pendant le voyage ?

Alberdi : «On me demanda si je connaissais Txomin et s'il faisait partie de l'ETA. Je répondis que non. Par la suite, je remarquai que celui qui m'avait interrogé avait un magnétophone allumé».

EGIN — Comment se passa l'arrivée, à Lomé ?

Luriano : «On dut nous aider à descendre parce que nous étions très faibles. Il y avait une foule de journalistes qui attendaient. Ils commencèrent à nous poser des tas de questions, mais le Ministère de l'Intérieur donna des ordres pour couper toutes conversations».

EGIN — C'est à ce moment-là qu'on vous emmena à l'hôpital Universitaire ?

Galdos : «Oui, et rien que de voir l'entrée, nous nous sommes étonnés de l'aspect de la façade. Cela ne ressemblait en rien à un hôpital. Un médecin breton de l'organisme "Coopération France-Afrique" s'occupa de nous. Il nous dit qu'on lui avait donné, pour notre récupération, une diète spéciale, tu parles !!! La récupération se fit à la dure. Le deuxième jour, on nous donna du poulet piquant, et plus tard du foie frit, des pommes de terre... résultat, nous passâmes une semaine avec des diarrhées terribles. Chacun de nous arriva à utiliser 3 rouleaux de papier de toilette en 24 h. Imagine-toi, jour et nuit».

EGIN — Le lendemain, quelqu'un du gouvernement vint vous rendre visite, non ?

Luriano : «A 8h du matin, arriva le ministre de la Santé, qui nous souhaita la bienvenue au nom du gouvernement et du peuple du Togo, et faisant des vœux pour notre récupération. Une demi-heure plus tard le ministre de l'Intérieur vint nous voir, pour nous dire que le peuple togolais "était très content de nous recevoir, que nous pouvions être tranquilles, que le problème numéro un était notre récupération, qu'ensuite on s'occuperait des papiers et autres problèmes administratifs».

Galdos : «Nous sommes restés comme cela jusqu'au 17 octobre, dans l'incertitude totale, dans l'insécurité absolue. Tout à fait isolés de l'extérieur».

EGIN — Pendant ce temps, étiez-vous en rapport avec le Pays-Basque et la famille ?

Luriano : «Nous leur avons demandé s'il y avait moyen de donner une adresse à nos familles pour recevoir du courrier, la réponse fut négative. Le téléphone nous fut aussi refusé. Heureusement, la famille arriva à se procurer le numéro de l'hôpital et dépensant une fortune, ils nous racontaient comment ça se passait en Euskadi».

EGIN — Vous vous sentiez en pleine insécurité ?

Luriano : «Tout à fait, sans savoir ce qui peut t'arriver demain, dans un pays inconnu et surveillés par des gens armés. On ne pouvait recevoir aucune visite, même autorisée par le médecin. La tension a été, et est encore terrible, il peut nous arriver n'importe quoi. Matériellement, nous sommes apparemment bien lotis, mais notre situation juridique est un mystère. Cette incertitude est terrible. C'est une cage d'or mais une cage quand même. Une prison en fin de compte, avec toutes les libertés limitées. Au moins, on est nourris et on

a un toit. Nous sommes logés dans une zone résidentielle réservée aux européens et capitalistes. Le contraste avec Fresnes est frappant».

EGIN — Comment comprenez-vous l'attitude du gouvernement français ?

Luriano : «Il n'y a pas de paroles pour définir ce qu'ils ont fait. Ils veulent asphyxier le peuple basque par toute une série de méthodes, ils veulent nous écraser et pour cela, ils sont de mêche avec le gouvernement espagnol».

Galdos : «Les réfugiés et le peuple basque, sommes la monnaie de change pour l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun. Un jour, le vrai peuple espagnol se rendra compte qu'eux seuls sont les vrais perdants, parce que l'Europe va profiter d'eux, les opprimant encore plus».

EGIN — Saviez-vous qu'en Euskadi, il y a eu de grandes mobilisations, une grève générale, etc... ?

Alberdi : «Oui, et nous disons au peuple que l'unique manière de nous sortir d'ici est la mobilisation et la lutte».

Luriano : «Nous devons remercier le peuple de sa lutte. C'est grâce à lui que nous continuons la grève à Fresnes. C'était notre source de courage. Il faut continuer à lutter pour qu'il n'y ait plus d'expulsés ni d'extradés».

Galdos : «Il faut s'intégrer dans toutes les formes de lutte. Il y a des gens qui ne vont pas aux manifestations par peur de la bagarre. Mais, il y a d'autres formes de lutte : le boycott du commerce français, par exemple».

EGIN — Quels sont vos objectifs prioritaires ?

Luriano : «Retourner au Pays-basque. Nous savons qu'espérer et résister est vaincre, et nous reviendrons. Jusqu'à maintenant nous avons payé à bon prix la lutte pour la libération. Il faut continuer et y arriver».

Galdos : «Mais de réinsertion, on ne veut pas en entendre parler. Plutôt revenir sans jambes que s'agenouiller devant ces rats».

NOTE

La Commission de Recours des Réfugiés a communiqué à Christianne Fando, sa décision d'accorder le statut de réfugié politique à l'exilé basque Gotzon Castrillo Alcalde, déporté au Togo. Cette décision, qui date du 30.10, n'a été lue publiquement que le 27.11 et annule la décision implicite de l'OFPRA, après 4 mois de silence administratif, de refuser sa demande de statut de réfugié politique.

C'est le 3e statut en l'espace d'une semaine, accordé par la Commission de Recours. Les deux autres correspondent à Koldo Saralegi, expulsé au Panama et à Mariano Martinez Colomo, expulsé des 9 départements frontaliers.

EXTRADITION DE GREGORIO JIMENEZ

Gregorio Jimenez est actuellement emprisonné au Costa Rica. Le gouvernement Costaricain a accordé son extradition vers l'Espagne. Selon les nouvelles d'agence, cette extradition ne pourra être exécutée avant qu'il ne soit jugé pour les charges qui lui sont imputées au Costa-Rica.

Cependant, la sentence dictée en faveur de l'extradition, est irrévocable, définitive, et sans recours.

Plusieurs manifestations se sont déroulées dans le Pays Basque en solidarité avec Gregorio Jimenez. Ainsi que des grèves appelées par les syndicats socialistes et des pétitions adressées au gouvernement.

Depuis le Costa-Rica, voici son message : Un souffle révolutionnaire, d'appui total et de

résistance, à tous les prisonniers politiques basques.

A tous les prisonniers en régime d'isolement et en grève de communications, pour certains. A tous les prisonniers de Herrera de la Mancha, Alcalá, Yeserías, et autres prisons. Notre racine basque est beaucoup plus forte que n'importe quelle chaîne, beaucoup plus consciente que n'importe quelle répression. Vous êtes la vie de cette racine, et NON, ils ne pourront pas vous détruire !!!

Votre isolement est l'impotence, l'obscurité du système qui nous opprime.

Unis, tous unis, nous vaincrons et pas à pas, vers une patrie basque, libre, socialiste et réunifiée.

La Reforma 1984-X-28
GOIO

PAYS BASQUE

26.10.84

Eta(m) revendique des actions contre des intérêts français :

- attaque à la mitrailleuse d'une camionnette française à Mundaka le 6.10,
- sabotage d'un train transportant des biens français à Ordizia le 8.10,
- l'explosion d'un engin dans l'établissement de Noaim le 25.10,
- attaque à la mitrailleuse de camions français sur l'autoroute Bilbao-Behobia, les 24.10 et 30.10.

ETA(m) dénonce la collusion entre les gouvernements français et espagnol «Tant que nous ne verrons pas par la pratique que le gouvernement français reconnaît les droits de la communauté de réfugiés politiques basques, nous continuerons à répondre par les moyens qui nous paraissent les plus justes».

31.10.84

Cocktail molotov lancé d'un pont de l'autoroute Bilbao-Behobia contre un camion français.

8.11.84

Attentat contre le fils de l'ex-secrétaire du Tribunal de Zestoa, Juan Sanchez Sierra, déjà menacé par ETA auparavant pour ses activités de délateur. Il est mort sur le coup, d'une balle qui lui a traversé la tête.

ETA a décidé de relancer sa campagne contre les délateurs.

10.11.84

ETA(m) revendique l'action armée effectuée le 31.10 contre des véhicules de l'escorte du conseiller de Zumaia; José Antonio Rodriguez. «Cette action avait été préparée avec des explosifs, mais elle n'a pas réussi. Nous avons préféré en étudier les causes attentivement avant de la rendre publique».

15.11.84

— Attentats contre 2 camions français à Irun et Anorga. 2 charges placées sous les cabines les ont fait sauter.

— 2 cocktails molotov ont été lancés contre un concessionnaire Peugeot-Talbot à Gasteiz, occasionnant des dommages importants dont la destruction totale d'une Talbot Horizon.

ETA(m) justifie ces actions dans le cadre des extraditions concédées par les gouvernements français et Costaricain.

16.11.84

Attentat contre Joseph Couchot, qui avait été dénoncé comme l'un des contacts centraux du GAL. Cela s'est passé en début d'après-midi

dans un restaurant de Behobia. Couchot est mort peu après à l'hôpital à conséquence de ses blessures par balles au thorax et à la tête. ETA(m) qualifie Couchot de «mercenaire du GAL» et l'accuse d'avoir «prêté des appartements et des moyens aux commandos du GAL pour tuer des réfugiés basques».

17.11.84

ETA(m) revendique l'attentat à l'explosif contre le supermarché «Sabeco», appartenant à une multinationale française. Toujours dans le cadre de la collaboration française dans le plan de destruction du Mouvement de Libération Nationale Basque.

18.11.84

2 engins explosifs ont été placés par ETA(m) devant 2 bars de Bilbao (un seul a explosé) dans le cadre de la campagne contre le trafic de drogues.

19.11.84

Suite des attentats de la veille contre 2 bars, respectivement à Basauki et Deusto.

24.11.84

L'organisation armée IRAULTZA revendique l'explosion contre l'entreprise «Servitec» à Gasteiz. «Contre la reconversion du PSOE et en hommage à Santi Brouard et au travailleur de Euskalduna» (travailleur du chantier naval de Euskalduna tué le 23.11. lors d'une charge policière NDT).

25.11.84

IPARRETARRAK revendique l'attentat à la bombe contre la nouvelle gendarmerie de Lecumberri. La dernière action de ce groupe datait du 30.10. C'était l'attentat à l'explosif contre le bureau de Pello Roger, à Maule.

25.11.84

ETA(m) revendique :

- la mise en place d'explosifs à Gasteiz contre 2 supermarchés de la chaîne Prica et contre un camion français à Irun. Ces attentats réalisés le 23.11, s'inscrivent dans la campagne de ETA contre les intérêts français.
- L'attentat à la grenade contre une camionnette de Police Nationale, qui a entraîné la mort d'un des policiers le 23.11 à Irun.
- La mise en place d'une bombe-piège dans un cafétaria à Bilbao, le 23.11.

26.11.84

ETA(m) revendique l'attentat à l'explosif contre le bureau des «Assurances Générales de France» à Donostia (San-Sebastian, NDT) et un club privé à Bakio.

28.11.84

Un engin de moyenne puissance a explosé à l'entreprise de machines «Loire S.A. Franco Espagnole» à Hernani. La mise en place de l'explosif avait été annoncée auparavant par un appel d'un membre de ETA(m) à la Police Nationale.

3.12.84

Un attentat à l'explosif dirigé contre un véhicule de la Guardia Civil qui escortait un convoi de matériels explosifs, à Arraste, a été revendiqué par ETA(m).

5.12.84

ETA(m) revendique l'attentat commis à Luzaide contre 2 véhicules de la Guardia Civil, lorsqu'ils se disposaient à traverser un pont sur la rivière Txapitel. Un engin a explosé dans la zone de déchargement des voitures Renault de la gare de Bilbao-Abando. Un coup de téléphone à la PM, un quart d'heure avant l'explosion, avait prévenu du placement de l'engin.

6.12.84

ETA(m) revendique l'explosion d'un engin dans les locaux de Renault à Bilbao.

Bilbao, le 20.11.84

Santi Brouard, président de HASI et membre de la représentation nationale de HB, a été tué dans son cabinet, alors qu'il consultait une petite fille de 2 ans.

La revendication de l'attentat par le GAL, ne s'est pas faite attendre.

En hommage à sa mémoire, de nombreux partis politiques et organisations syndicales, ainsi que le peuple basque, se sont mobilisés.

HB a appelé à la grève générale et de nombreuses manifestations se sont déroulées tout au long de la semaine.

Des milliers de personnes ont suivi le cortège funéraire à Bilbao, jamais aucun homme en Euskadi n'avait reçu d'hommage si important. ETA(m) a envoyé un long communiqué dans lequel elle fait l'éloge des qualités de Santi Brouard et le qualifie de «révolutionnaire intègre».

L'organisation armée manifeste sa douleur pour la mort du président de HASI, à qui elle dédie des paroles poétiques et exprime comme meilleur hommage «de ne pas laisser le futur de notre peuple à l'abandon».

6.12.84

Un total de 15 arrestations ont été opérées à l'aube dans les localités de Leitza, Tolosa, Ibarra et Anoeta. Cette intervention a mobilisé de nombreux effectifs de la Guardia Civil et d'inspecteurs de police et s'est déroulée simultanément dans les différentes localités. Les moyens utilisés ont été particulièrement violents à Leitza où la Guardia Civil a utilisé des explosifs pour ouvrir la porte d'un appartement. La situation actuellement vécue en Euskadi est particulièrement tendue. Il existe la menace permanente que les FOP réalisent ce genre de perquisitions et détentions nocturnes. Mais à Leitza, ces derniers jours, on avait remarqué une augmentation des patrouilles nocturnes de la Guardia Civil, qui parcourent continuellement le village, dans toutes sortes de véhicules. Jusqu'à il y a peu, un hélicoptère survolait les monts et prairies proches pendant que la Guardia Civil perquisitionnait des endroits tels que granges, grottes et tranchées.

POUR NOUS ECRIRE,
IL EST PREFERABLE D'ECRIRE
SEULEMENT L'ADRESSE SANS
MENTIONNER LE NOM DE LA REVUE.
MERCII.

Ligne Rouge est un projet militant d'édition anti-impérialiste.

Le collectif animant le projet des éditions Ligne Rouge limite les activités de Ligne Rouge à la seule production et distribution la plus large de recueils de documents anti-impérialistes offensifs dont il estime réel l'intérêt apporté par ces derniers au mouvement communiste révolutionnaire.

Si le choix de ces documents est partisan dans la mesure où l'identité politique des militants animant Ligne Rouge détermine globalement cet outil, il est néanmoins large puisque la publication de textes vis-à-vis desquels certains membres voire la totalité du collectif se démarque politiquement est parfaitement envisageable, Ligne Rouge n'étant pas l'expression d'une organisation mais un outil d'information, de réflexion et ainsi de combat à la disposition de tous.

Ces documents (textes, interviews, communiqués...) pris en charge par Ligne Rouge recouvrent donc des réalités multiples du combat anti-impérialiste, ils proviennent de pôles politiques différents, de plusieurs époques historiques, de divers pays et continents.

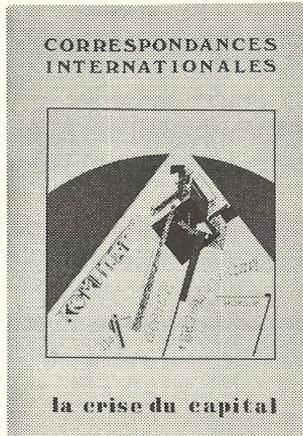
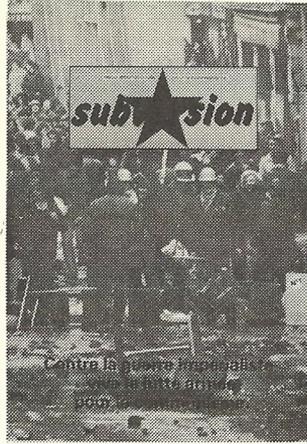
Briser le black-out qui vise certaines facettes - et non des moindres - du combat anti-impérialiste, rompre d'avec les pratiques de censures et d'auto-censure dans lesquelles on se réfugie frileusement, extraire les textes hors des cercles d'initiés couvrant jalousement et stérilement leurs monopoles militants, fouiller dans le passé du mouvement révolutionnaire pour confronter sereinement les expériences hâtivement oubliées avec notre situation, bref, arracher du silence et porter massivement au grand jour notre patrimoine - passé ou présent - de révolutionnaire et l'affirmer comme arme pour notre devenir.

Voilà la tâche que s'est fixé Ligne Rouge, à travers un premier outil : le cahier mensuel des éditions Ligne Rouge.

Ces cahiers présenteront plusieurs documents dont les origines différentes seront volontairement choisies, afin de briser les fausses cloisons de sectes, et d'obtenir des confrontations que nous espérons fertiles entre textes anciens et nouveaux, entre documents venant des centres impérialistes et de libération nationales etc...

Afin de nous restituer notre mémoire, de nous donner une vision plus large, plus précise et plus correcte de l'affrontement aujourd'hui, afin donc de nous donner ces armes dans notre combat présent et futur contre l'impérialisme, le collectif des éditions Ligne Rouge lance un appel à tous les éléments anti-impérialistes offensifs, à toutes les organisations révolutionnaires, à travers cet outil - qui est le leur.

contact:
BP 1682
Bruxelles 1
Belgique



Nous appelons les groupes, organisations, militants se revendiquant du combat pour le communisme, du combat contre l'impérialisme, de la lutte armée révolutionnaire, à nous faire parvenir leurs revendications d'actions, communiqués de guerre, déclarations, textes politiques, que nous contribuerons à faire connaître et utiliserons pour avancer ensemble.

LIGNE ROUGE
LIGNE ROUGE

LR 09/83 - Brigades Rouges: deux textes sur la condamnation de R. Peci / B.R.: Lettre ouverte à A. Buonavita qui a été brigadiste / GFPI: Attaque contre l'ambassadeur de RFA / FARL: Exécution de Barsimantov / 15-21/7: 2 actions anti-impérialistes à Paris / La guerre des partisans, Lenine / "Mvt du 2 juin": Déclaration de diasolution / Prog. Com. n°11: "Auschwitz ou le grand alibi"



LIGNE ROUGE
LIGNE ROUGE

LR 10/83 - Brigades Rouges: deux communiqués au Procès Moro, par le PCC et par le PGPM / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologies / ARC: Communiqué / PCE(r) et G.R.A.P.O.: Communiqué des prisonniers.



LIGNE ROUGE
LIGNE ROUGE

LR 11/83 - Brigades Rouges: véhicules de la mémoire et nouvelle organisation de la subjectivité / Déclaration d'un groupe de communistes prisonniers en Italie / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologie / La Direction politique et militaire dans la lutte de masse du peuple, Lénine / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique.



03

LIGNE ROUGE
LIGNE ROUGE

LR 02/84 - Déclaration de Marina da Silva et Frédéric Oriach / Brigades Rouges - Colonne Walter Alasia: "Encore un pas" / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (II) / Communiqués des Groupes de Résistance Anti-fascistes du 1er Octobre / 13/09/83: Communiqué de l'action "17/9 Sabra et Chatila" Hambourg



04

LIGNE ROUGE
LIGNE ROUGE

LR 03/84 - GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique(III) / GRAPO: Entrevues et communiqué: De véritables changements ou guerre révolutionnaire ouverte./ Déclaration de Marina da Silva / Brigades rouges: Communiqué sur l'exécution de Ray Leamon Hunt, Directeur Général de la "Force Multinationale d'Observation au Sinaï".



05

LIGNE ROUGE
LIGNE ROUGE

LR avril 84 - Entretien avec Fernando Arenas, Secrétaire Générale du Parti Communiste Espagnol (reconstitué) / Brigades Rouges - Replacer l'activité générale des masses au centre de l'initiative / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (IV) / Communiqué de la Fédération Syndicale Révolutionnaire au Salvador



06

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR mai 1984 - Numéro Spécial.
Brigades Rouges: Résolution
Stratégique n°19; Les luttes de
la classe ouvrière et la situa-
tion politique générale ita-
lienne.

07



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR juin 84 - Attentat de l'Unité
de Résistance Armée / Commu-
niqués de l'United Freedom
Front / Communiqué de l'Alliance
Révolutionnaire Caraïbe / BR:
Contribution au débat sur la
torture / Trois communiqués de
l'Armée révolutionnaire Armé-
nienne / Attentat des Cellules
Révolutionnaires / Nouvelles du
Front / Les éditions Anti-
Impérialistes.

08



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR octobre 84 - Trois communi-
qués des Cellules Communistes
Combattantes contre Litton
Business, M.A.N. et Honeywell /
Rapport politique du camarade
Arenas-Secrétaire Général du
Parti Communiste Espagnol (re-
constitué)- / Pour l'insoumission
bretonne / Nouvelles du Front /
Les éditions Anti-impérialistes.

09



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

L.R. novembre 84 - Communiqué des
C.C.C. contre deux centres
politiques (CVP et PRL/PVV) /
déclaration de grève de la faim
de Marina Da Silva et Frédéric
Oriach / GPPI: La lutte armée
comme stratégie et tactique (V) /
Communiqué du Front Anti-impéri-
aliste en RFA / Interview de
Ormaza, militant nationaliste
basque (I) / Nouvelles du Front /
Les éditions Anti-impérialistes.

10

